

**Assemblée générale**

Distr. générale
30 août 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 130 de l'ordre du jour provisoire*

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013**Projet de révision du Règlement financier
de l'Organisation des Nations Unies proposé
en vue de l'adoption des Normes comptables
internationales pour le secteur public****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Dans sa résolution 60/283, l'Assemblée générale a approuvé l'adoption par l'Organisation des Nations Unies des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Le présent rapport indique les révisions que le Secrétaire général propose d'apporter au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour le mettre en conformité avec les normes IPSAS. Ce projet de révision est soumis pour examen à l'Assemblée générale, accompagné de la version en vigueur du Règlement et d'explications concernant les changements proposés. Les nouvelles règles de gestion financière sont présentées pour information, accompagnées d'explications concernant les changements que le Secrétaire général apportera au texte actuellement en vigueur une fois que le Règlement financier aura été approuvé.

L'Assemblée générale est invitée à approuver la version du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies proposée dans le présent rapport.

* A/67/150.



I. Introduction

1. Le Règlement financier et les règles de gestion financière régissent les grandes lignes de la gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale a établi le Règlement financier par sa résolution 456 (V), puis approuvé des révisions du texte dans ses résolutions 950 (X), 973 B (X), 2885 (XXVI), 33/116 (sect. IV) et 37/234 (sect. II), et dans ses décisions 32/451, 38/408 et 57/573.

2. Le Règlement financier est l'instrument par lequel l'Assemblée générale dicte les grandes lignes que suit le Secrétaire général aux fins de la gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de ces paramètres et conformément à l'article 5.8 du Règlement financier, le Secrétaire général formule et promulgue les règles de gestion financière, qui précisent les modalités pratiques d'application du Règlement financier.

3. Dans sa résolution 60/283, l'Assemblée générale a approuvé l'adoption par l'Organisation des Nations Unies des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Les états financiers de l'ONU sont actuellement établis conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS), qui ont été élaborées par les organismes des Nations Unies. Les normes IPSAS, publiées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public, sont censées être utilisées par les entités du secteur public du monde entier pour l'élaboration des états financiers. Pour que l'ONU produise des états financiers conformes aux normes IPSAS, certains articles du Règlement financier et certaines règles de gestion financière doivent être révisés.

4. Les changements qu'il est proposé d'apporter au Règlement financier et aux règles de gestion financière ont été examinés par le Bureau des affaires juridiques et le Bureau des services de contrôle interne, et présentés au Comité des commissaires aux comptes pour qu'il fasse des observations.

5. Le projet de révision, soumis pour examen à l'Assemblée générale, apparaît à l'annexe I avec la version en vigueur du Règlement et des explications concernant les changements proposés. La révision du Règlement financier s'accompagne d'une révision globale des règles de gestion financière. Pour que l'Assemblée puisse plus aisément examiner le projet de révision du Règlement financier, le nouveau texte des règles de gestion financière est présenté à l'annexe II, accompagné du texte actuellement en vigueur et d'une explication des changements que le Secrétaire général apportera après que le Règlement financier aura été approuvé.

II. Principales catégories de changements qu'il est proposé d'apporter au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

6. Les changements qu'il est proposé d'apporter au Règlement financier et aux règles de gestion financière se répartissent entre les 12 principales catégories énoncées ci-dessous. Pour chaque changement indiqué aux annexes I et II, la catégorie correspondante est précisée dans la colonne « Explication ».

7. **Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS.** Dans le cadre des normes UNSAS, les recettes sont généralement comptabilisées au moment

de la réception de liquidités, sauf dans le cas des contributions. Selon les normes IPSAS, les « produits » correspondent aux entrées d'avantages économiques ou de potentiel de service qui conduisent à une augmentation de l'actif net et sont constatés au cours de l'exercice pendant lequel l'opération intervient, non au moment de la réception de liquidités ou d'instruments équivalents. Comme les normes IPSAS n'ont pas d'incidence sur la budgétisation, le terme « recettes » continuera d'être employé pour l'établissement des budgets, tandis que « produits » le remplacera dans le contexte des états financiers.

8. **Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS.** Dans les normes UNSAS, le terme « dépenses » couvre à la fois les décaissements et les engagements de dépenses non réglés. Selon les normes IPSAS, les « charges » sont des diminutions d'avantages économiques ou de potentiel de service qui ont pour résultat de diminuer l'actif net. Comme les « produits », les « charges » sont constatées à la réception de biens ou de services et non au moment du paiement au moyen de liquidités ou d'instruments équivalents. Elles comprennent donc non seulement les décaissements relatifs aux biens et services reçus mais aussi les « charges à payer », c'est-à-dire les montants que l'organisation a l'obligation légale de payer parce que les biens et services ont déjà été reçus, même s'il n'y a pas encore eu de décaissements. Selon les normes IPSAS, les charges couvrent aussi l'utilisation ou la consommation d'éléments d'actif (par exemple les amortissements) et la constatation d'engagements qui ont pour effet de diminuer l'actif net (par exemple les avantages du personnel). Le terme « dépenses » sera conservé dans le contexte budgétaire mais remplacé par « charges » dans les états financiers.

9. **Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS.** Dans la version française actuelle du Règlement financier et des règles de gestion financière, le terme « engagement » est utilisé pour traduire le terme anglais *obligation*, qui recouvre les commandes placées, les marchés attribués, les services reçus et d'autres opérations imputables sur les ressources de l'exercice en cours et exigeant un paiement au cours du même exercice ou d'un exercice futur. Toutefois, les normes IPSAS opèrent une distinction entre les termes anglais *obligation* et *commitment* (tous deux traduits par « engagement » dans la version française actuelle du Règlement financier et des règles de gestion financière), *obligation* étant réservé à des obligations juridiques et des obligations implicites. Les termes anglais *obligation* et *unliquidated obligation* (« engagement non réglé » en français) ont donc été remplacés par le terme *commitment*, ces changements étant dans la plupart des cas sans effet sur la version française. Le terme *commitment* tel qu'il est utilisé dans l'actuelle version anglaise du Règlement financier et des règles de gestion financière ne pose pas de problème et a donc été conservé dans le projet de révision.

10. **Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS.** Dans les normes UNSAS, le terme « biens durables » correspond à des éléments d'actif achetés mais comptabilisés comme dépenses dans les états financiers. Selon les normes IPSAS, l'Organisation doit constater différemment divers types d'investissement et rendre compte dans les états financiers des éléments d'actif ainsi acquis. Les biens doivent par exemple être classés dans différentes rubriques telles que « Immobilisations corporelles », « Immeubles de placement », « Actifs incorporels » et « Stocks ». L'amortissement et la dépréciation (réduction de valeur ou de potentiel de service) des éléments d'actif doivent aussi être constatés. Il est proposé de modifier la version actuelle du

Règlement financier et des règles de gestion financière pour remplacer la terminologie actuelle par la terminologie IPSAS.

11. Présentation des états financiers conformément aux normes IPSAS. Les états financiers actuels, conformes aux normes UNSAS, se composent des éléments suivants : un état des recettes, des dépenses et de la variation des réserves et des soldes des fonds, un état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds, un état des flux de trésorerie, des tableaux présentant des informations détaillées supplémentaires et des notes relatives aux états financiers. Toutefois, selon les normes IPSAS, les états financiers comprennent un état de la situation financière, un état des résultats financiers, un état des variations de l'actif net, un état des flux de trésorerie, un état de la comparaison des montants budgétaires et des montants réels, et des notes relatives aux états financiers, qui doivent comprendre un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres explications. Il est donc proposé d'apporter les modifications nécessaires pour que les intitulés des états financiers soient ceux que prévoient les normes IPSAS. Le terme « comptes (de l'exercice) », est remplacé par « états financiers » lorsqu'il fait référence à l'ensemble des états dont il est question ci-avant. Il continuera toutefois d'être employé comme auparavant dans le contexte budgétaire.

12. Remplacement de la notion d'exercice par celles d'année financière et d'exercice budgétaire. Dans la version actuelle du Règlement financier et des règles de gestion financière, l'« exercice » est défini comme comprenant deux années civiles consécutives, la première étant une année paire, excepté pour les opérations de maintien de la paix, dont l'exercice est annuel. Les normes IPSAS prévoient l'établissement d'états financiers annuels, que le Comité des commissaires aux comptes vérifiera et au sujet desquels il fera un rapport, mais cela n'aura pas d'incidence sur le cycle du budget-programme. Il est donc nécessaire de préciser la notion d'exercice afin de distinguer l'exercice budgétaire de l'année financière : chaque fois que la notion d'exercice apparaît dans la version actuelle du Règlement financier et des règles de gestion financière, il est proposé de préciser, selon le contexte, s'il s'agit de l'exercice budgétaire ou de l'année financière. En outre, la définition de la notion d'exercice donnée à l'article 1.2 de la version actuelle du Règlement financier a été remplacée par une définition du terme « année financière », et une nouvelle définition du terme « exercice budgétaire », dérivée de la définition actuelle du terme « exercice », a été ajoutée dans un nouvel article 1.3.

13. Remplacement de la périodicité biennale par une périodicité annuelle. Dans la version actuelle du Règlement financier et des règles de gestion financière, l'adjectif « biennal » caractérise l'exercice pour lequel les états financiers et les budgets sont établis, hormis dans le cas des opérations de maintien de la paix. Dans la mesure où les états financiers seront établis chaque année une fois les normes IPSAS entrées en vigueur, il est proposé de modifier en conséquence les références à leur périodicité biennale.

14. Passage des normes UNSAS aux normes IPSAS. Partout où apparaît le terme « Normes comptables du système des Nations Unies », il est proposé de le remplacer par le terme « Normes comptables internationales pour le secteur public ».

15. Nouvelle classification des recettes accessoires. Dans le cadre des normes UNSAS, plusieurs catégories de recettes sont comptabilisées comme recettes accessoires et portées en déduction des quotes-parts des États Membres. Les normes

IPSAS imposent des règles plus strictes concernant la classification des recettes accessoires, surtout quand les montants sont importants pour la compréhension des états financiers. Par conséquent, les montants comptabilisés à la rubrique Recettes accessoires dans le cadre des normes UNSAS devront être reclassés dans différentes catégories dans le cadre des normes IPSAS. Il est proposé de faire apparaître ces catégories dans le Règlement financier afin que les États Membres continuent de bénéficier des déductions correspondantes. Les nouvelles catégories remplaçant la rubrique Recettes accessoires sont les suivantes : a) produits provenant d'activités lucratives; b) produits provenant de placements; c) produits provenant de la fourniture de services; d) contributions des nouveaux États Membres, versées en application de l'article 3.8 et contributions des États non membres, versées en application de l'article 3.9); e) produits divers ou accessoires, y compris ceux qui proviennent de la location de bureaux, et contributions versées à des fins non spécifiées conformément à l'article 3.14; et f) tous autres produits provenant des États Membres.

16. **Audits annuels.** À l'heure actuelle, le Comité des commissaires aux comptes est tenu d'établir tous les deux ans un rapport sur la vérification des états financiers du Secrétariat, hormis ceux des opérations de maintien de la paix. Toutefois, avec l'adoption des normes IPSAS, il devra procéder à cette vérification et produire un rapport tous les ans. Il est donc proposé d'indiquer dans la version modifiée du Règlement financier et des règles de gestion financière que les états financiers sont établis et vérifiés chaque année.

17. L'approbation d'audits annuels aurait de très larges incidences, car tous ceux qui concourent à l'établissement des états financiers et à leur vérification devraient modifier leurs activités. Outre le Secrétariat et le Comité des commissaires aux comptes, ce changement affecterait les programmes de travail du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Cinquième Commission et de l'Assemblée générale, d'autant plus que les audits et les rapports deviendraient annuels pour tous les organismes des Nations Unies dont les états financiers sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes.

18. **Traitement des intérêts créditeurs sur les contributions volontaires.** Il est proposé d'adopter un nouvel article 4.19 relatif au traitement des intérêts créditeurs sur les contributions volontaires, qui aurait pour objet d'harmoniser la pratique de l'ONU avec celle des autres organismes des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP, et de mettre en place une méthode beaucoup plus rationnelle que celle qui est en vigueur aujourd'hui, comme cela est indiqué dans l'annexe I en regard des changements proposés.

19. **Autres changements.** Quelques modifications formelles mineures ont été apportées pour plus de cohérence et de clarté.

III. Application du Règlement financier et des règles de gestion financière révisés

20. Une fois que le Règlement financier aura été approuvé par l'Assemblée générale, le Secrétaire général promulguera le Règlement financier et les règles de gestion financière révisés à temps pour l'adoption des normes IPSAS.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

21. L'Assemblée générale est invitée à approuver le projet de Règlement financier avec effet au 1^{er} juillet 2013 et de prendre note de la version révisée des règles de gestion financière telle qu'elle figure dans le présent rapport, sous réserve des dispositions transitoires suivantes :

a) Les articles du projet de Règlement financier révisé qui se rapportent à l'établissement et à la publication des états financiers ne seront appliqués, s'agissant du budget ordinaire, des fonds d'affectation spéciale et des réserves et comptes spéciaux, qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, sauf en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix;

b) Par conséquent, les dispositions de la version actuelle du Règlement financier qui se rapportent à l'établissement et à la publication des états financiers continueront d'être appliquées, s'agissant du budget ordinaire, des fonds d'affectation spéciale et des réserves et comptes spéciaux, jusqu'au 31 décembre 2013, sauf en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix.

Annexe I

Projet de révision du Règlement financier

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article I. Dispositions générales	Article I. Dispositions générales	Pas de modification
Champ d'application et pouvoirs	Champ d'application et pouvoirs	
Article 1.1 : Le présent règlement régit la gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, y compris la Cour internationale de Justice.	Article 1.1 : Le présent Règlement régit la gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, y compris la Cour internationale de Justice.	Pas de modification
Article 1.2 : L'année financière correspond à l'année civile, sauf dans le cas des opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux, pour lesquelles elle va du 1 ^{er} juillet au 30 juin.	Article 1.2 : L'exercice comprend deux années civiles consécutives, la première étant une année paire, excepté pour les opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux, dont l'exercice est annuel et va du 1 ^{er} juillet au 30 juin.	Modification dont l'objet est de redéfinir l'année financière
Article 1.3 : Pour le projet de budget-programme, l'exercice budgétaire couvre deux années civiles consécutives, dont la première est une année paire; pour les opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux, l'exercice budgétaire est annuel et va du 1 ^{er} juillet au 30 juin.		Nouvel article définissant l'exercice budgétaire
Article 1.4 : Le présent règlement entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2013. Il ne peut être modifié que par l'Assemblée générale.	Article 1.3 : Le présent Règlement entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2003. Il ne peut être modifié que par l'Assemblée générale.	Modification dont l'objet est de donner la date d'entrée en vigueur de la nouvelle version du Règlement
Article II. Budgets	Article II. Budgets	Pas de modification
A. Budget-programme	A. Budget-programme	Pas de modification
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Article 2.1 : Le projet de budget-programme pour chaque exercice budgétaire est préparé par le Secrétaire général.	Article 2.1 : Le projet de budget-programme pour chaque exercice est préparé par le Secrétaire général.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
Ordonnance, contenu et méthodologie	Ordonnance, contenu et méthodologie	Pas de modification
Article 2.2 : Le projet de budget-programme prévoit les recettes et les dépenses de l'exercice budgétaire auquel il se rapporte; il est libellé en dollars des États-Unis.	Article 2.2 : Le projet de budget-programme prévoit les recettes et les dépenses de l'exercice auquel il se rapporte; il est libellé en dollars des États-Unis.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 2.3 : Le projet de budget-programme est divisé en titres, chapitres et programmes. Les sous-programmes, les produits ainsi que les objectifs visés et les réalisations escomptées au cours de l'exercice biennal sont énoncés dans les textes explicatifs concernant les programmes. Le projet de budget-programme est précédé d'un exposé expliquant les principales modifications apportées à la teneur des programmes et le volume des ressources qui leur sont allouées par rapport à l'exercice biennal précédent. Le projet de budget-programme est accompagné des éléments d'information, annexes et exposés circonstanciés qui peuvent être demandés par l'Assemblée générale ou en son nom, ainsi que de toutes annexes et notes que le Secrétaire général peut juger nécessaires ou utiles.	Article 2.3 : Le projet de budget-programme est divisé en titres, chapitres et programmes. Les sous-programmes, les produits ainsi que les objectifs visés et les réalisations escomptées au cours de l'exercice biennal sont énoncés dans les textes explicatifs concernant les programmes. Le projet de budget-programme est précédé d'un exposé expliquant les principales modifications apportées à la teneur des programmes et le volume des ressources qui leur sont allouées par rapport à l'exercice biennal précédent. Le projet de budget-programme est accompagné des éléments d'information, annexes et exposés circonstanciés qui peuvent être demandés par l'Assemblée générale ou en son nom, ainsi que de toutes annexes et notes que le Secrétaire général peut juger nécessaires ou utiles.	Pas de modification
Examen et approbation	Examen et approbation	Pas de modification
Article 2.4 : Le Secrétaire général présente le projet de budget-programme pour l'exercice budgétaire à venir à l'Assemblée générale, lors de sa session ordinaire de la deuxième année de chaque exercice. Le projet de budget-programme est communiqué à tous les États Membres cinq semaines au moins avant l'ouverture de ladite session.	Article 2.4 : Le Secrétaire général présente le projet de budget-programme pour l'exercice à venir à l'Assemblée générale, lors de sa session ordinaire de la deuxième année de chaque exercice. Le projet de budget-programme est communiqué à tous les États Membres cinq semaines au moins avant l'ouverture de ladite session.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
Article 2.5 : Le Secrétaire général soumet le projet de budget-programme pour l'exercice budgétaire à venir au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (« Comité consultatif ») pour examen 12 semaines au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale, la deuxième année de chaque exercice.	Article 2.5 : Le Secrétaire général soumet le projet de budget-programme pour l'exercice à venir au Comité consultatif pour examen 12 semaines au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale, la deuxième année de chaque exercice.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
Article 2.6 : Le Comité consultatif établit un rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général. Ce rapport est communiqué à tous les États Membres en même temps que le projet de budget-programme. Le rapport, ou un additif au rapport, contient les recommandations du Comité consultatif concernant l'état établi par le Secrétaire général au	Article 2.6 : Le Comité consultatif établit un rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général. Ce rapport est communiqué à tous les États Membres en même temps que le projet de budget-programme. Le rapport, ou un additif au rapport, contient les recommandations du Comité consultatif concernant l'état établi par le Secrétaire général au	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
sujet des incidences que les recommandations du Comité du programme et de la coordination peuvent avoir sur le budget-programme.	sujet des incidences que les recommandations du Comité du programme et de la coordination peuvent avoir sur le budget-programme.	
Article 2.7 : La deuxième année de chaque exercice budgétaire, l'Assemblée générale adopte le budget-programme de l'exercice à venir après que sa Commission des questions administratives et budgétaires a examiné le projet de budget-programme et le rapport y relatif du Comité consultatif.	Article 2.7 : La deuxième année de chaque exercice, l'Assemblée générale adopte le budget-programme de l'exercice à venir après que sa Commission des questions administratives et budgétaires a examiné le projet de budget-programme et le rapport y relatif du Comité consultatif.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
Publication du budget-programme approuvé	Publication du budget-programme approuvé	Pas de modification
Propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Pas de modification
Article 2.8 : Le Secrétaire général peut présenter des propositions supplémentaires pour le budget-programme chaque fois qu'il y a lieu.	Article 2.8 : Le Secrétaire général peut présenter des propositions supplémentaires pour le budget-programme chaque fois qu'il y a lieu.	Pas de modification
Forme et présentation des propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Forme et présentation des propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Pas de modification
Article 2.9 : Le Secrétaire général établit les propositions supplémentaires sous la même forme que le budget-programme approuvé et les soumet à l'Assemblée générale. Le Comité consultatif les examine et présente un rapport à leur sujet.	Article 2.9 : Le Secrétaire général établit les propositions supplémentaires sous la même forme que le budget-programme approuvé et les soumet à l'Assemblée générale. Le Comité consultatif les examine et présente un rapport à leur sujet.	Pas de modification
Article 2.10 : Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme et n'en a pas tenu compte.	Article 2.10 : Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme et n'en a pas tenu compte.	Pas de modification
Article 2.11 : Lorsque, de l'avis du Secrétaire général, la dépense proposée ne peut être faite dans la limite des crédits ouverts, elle ne peut être engagée tant que l'Assemblée générale n'a pas voté les crédits nécessaires, à moins que le Secrétaire général ne certifie qu'elle peut être financée dans	Article 2.11 : Lorsque, de l'avis du Secrétaire général, la dépense proposée ne peut être faite dans la limite des crédits ouverts, elle ne peut être engagée tant que l'Assemblée générale n'a pas voté les crédits nécessaires, à moins que le Secrétaire général ne certifie qu'elle peut être financée dans	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
les conditions prévues par la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.	les conditions prévues par la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.	
B. Budgets des opérations de maintien de la paix	B. Budgets des opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Pouvoirs, responsabilité, présentation et approbation	Pouvoirs, responsabilité, présentation et approbation	Pas de modification
Article 2.12 : Le Secrétaire général prépare, pour examen et approbation par l'Assemblée générale, les budgets des opérations de maintien de la paix, dans lesquels sont énoncés les objectifs fixés, les réalisations escomptées et les produits prévus.	Article 2.12 : Le Secrétaire général prépare, pour examen et approbation par l'Assemblée générale, les budgets des opérations de maintien de la paix, dans lesquels sont énoncés les objectifs fixés, les réalisations escomptées et les produits prévus.	Pas de modification
Article 2.13 : Le Secrétaire général communique à l'Assemblée générale deux fois par an, pour information, un tableau récapitulant les prévisions budgétaires de chaque opération de maintien de la paix pour l'exercice budgétaire allant du 1 ^{er} juillet au 30 juin, y compris une ventilation des dépenses par grande rubrique, ainsi que le montant total des ressources requises.	Article 2.13 : Le Secrétaire général communique à l'Assemblée générale deux fois par an, pour information, un tableau récapitulant les prévisions budgétaires de chaque opération de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet au 30 juin, y compris une ventilation des dépenses par grande rubrique, ainsi que le montant total des ressources requises.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
C. Cour internationale de Justice	C. Cour internationale de Justice	Pas de modification
Établissement et présentation du budget	Établissement et présentation du budget	Pas de modification
Article 2.14 : Les propositions de la Cour internationale de Justice pour le budget-programme sont établies par la Cour en consultation avec le Secrétaire général. Le Secrétaire général soumet ces propositions à l'Assemblée générale en les accompagnant des observations qu'il juge utiles.	Article 2.14 : Les propositions de la Cour internationale de Justice pour le budget-programme sont établies par la Cour en consultation avec le Secrétaire général. Le Secrétaire général soumet ces propositions à l'Assemblée générale en les accompagnant des observations qu'il juge utiles.	Pas de modification
Article III. Contributions et autres recettes	Article III. Contributions et autres recettes	Pas de modification
A. Budget-programme	A. Budget-programme	Pas de modification
Contributions statutaires	Contributions statutaires	Pas de modification
Article 3.1 : Sous réserve des ajustements effectués conformément aux dispositions de l'article 3.2, les crédits ouverts sont financés par les contributions des États Membres, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale. Tant que ces	Article 3.1 : Sous réserve des ajustements effectués conformément aux dispositions de l'article 3.2, les crédits ouverts sont financés par les contributions des États Membres, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale. Tant que ces	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
contributions n'ont pas été versées, les dépenses peuvent être couvertes par prélèvement sur le Fonds de roulement.	contributions n'ont pas été versées, les dépenses peuvent être couvertes par prélèvement sur le Fonds de roulement.	
Article 3.2 : Pour chacune des deux années de l'exercice budgétaire, les contributions des États Membres sont calculées sur la base d'un montant égal à la moitié des crédits ouverts par l'Assemblée générale pour l'exercice considéré; toutefois ces contributions sont ajustées en fonction des éléments ci-après :	Article 3.2 : Pour chacune des deux années de l'exercice, les contributions des États Membres sont calculées sur la base d'un montant égal à la moitié des crédits ouverts par l'Assemblée générale pour l'exercice considéré; toutefois ces contributions sont ajustées en fonction des éléments ci-après :	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; nouvelle classification des recettes accessoires.
a) Crédits additionnels qui n'ont pas déjà été pris en considération pour le calcul des contributions dues par les États Membres;	a) Crédits additionnels qui n'ont pas déjà été pris en considération pour le calcul des contributions dues par les États Membres;	
b) La moitié des montants prévus pour l'exercice budgétaire au titre des produits des catégories définies à l'article 3.3, dont il n'a pas déjà été tenu compte et tous ajustements relatifs aux montants prévus des produits de ces catégories dont il a déjà été tenu compte;	b) La moitié des recettes accessoires prévues pour l'exercice dont il n'a pas déjà été tenu compte et tous ajustements relatifs aux recettes accessoires prévues dont il a déjà été tenu compte;	
c) Contributions dues par les nouveaux États Membres en application de l'article 3.8;	c) Contributions dues par les nouveaux États Membres en application de l'article 3.7;	
d) Tout solde de crédits annulé en application des articles 5.3 et 5.4;	d) Tout solde de crédits annulé en application des articles 5.3 et 5.4;	
e) La moitié de tout solde créditeur du Fonds de péréquation des impôts qui est inscrit au compte d'un État Membre pour l'exercice budgétaire considéré et auquel on ne pense pas devoir recourir pour rembourser des impôts pendant l'année civile, ainsi que tous ajustements relatifs aux soldes créditeurs prévus dont il a déjà été tenu compte.	e) La moitié de tout solde créditeur du Fonds de péréquation des impôts qui est inscrit au compte d'un État Membre pour l'exercice considéré et auquel on ne pense pas devoir recourir pour rembourser des impôts pendant l'année civile, ainsi que tous ajustements relatifs aux soldes créditeurs prévus dont il a déjà été tenu compte.	
Article 3.3 : Conformément à l'article 3.2, il sera déduit des contributions des États Membres les montants nets correspondant aux produits des catégories suivantes :		Nouvelle classification des recettes accessoires. Selon les Normes comptables du système des Nations Unies, ces produits sont comptabilisés comme recettes accessoires et déduits des quotes-parts des États Membres. Selon les normes IPSAS, certains ne sont plus comptabilisés de la sorte. Ce nouvel article est proposé pour que les États Membres continuent de bénéficier des déductions correspondant aux produits de ces catégories.
a) Produits provenant d'activités lucratives;		
b) Produits provenant de placements;		
c) Produits provenant de la fourniture de services;		

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>d) Contributions des nouveaux États Membres versées en application de l'article 3.8 et contributions des États non membres versées en application de l'article 3.9;</p> <p>e) Produits divers ou accessoires, y compris ceux qui proviennent de la location de bureaux, et contributions versées à des fins non spécifiées conformément à l'article 3.14;</p> <p>f) Tous autres produits provenant des États Membres.</p>		
Demande de versement des contributions statutaires	Demande de versement des contributions statutaires	Pas de modification
Article 3.4 : Lorsque l'Assemblée générale a adopté ou modifié le budget-programme et arrêté le montant du Fonds de roulement, le Secrétaire général :	Article 3.3 : Lorsque l'Assemblée générale a adopté ou modifié le budget-programme et arrêté le montant du Fonds de roulement, le Secrétaire général :	Modification apportée à la numérotation
<p>a) Communique aux États Membres les documents pertinents;</p> <p>b) Fait connaître aux États Membres le montant des sommes dont ils sont redevables au titre des contributions annuelles et des avances au Fonds de roulement;</p> <p>c) Invite les États Membres à acquitter le montant de leurs contributions et de leurs avances.</p>	<p>a) Communique aux États Membres les documents pertinents;</p> <p>b) Fait connaître aux États Membres le montant des sommes dont ils sont redevables au titre des contributions annuelles et des avances au Fonds de roulement;</p> <p>c) Invite les États Membres à acquitter le montant de leurs contributions et de leurs avances.</p>	
Versement des contributions statutaires	Versement des contributions statutaires	Pas de modification
Article 3.5 : Les contributions et avances sont considérées comme dues et exigibles en totalité dans les 30 jours qui suivent la réception de la communication du Secrétaire général visée à l'article 3.4, ou le premier jour de l'année civile à laquelle elles se rapportent si cette dernière date est postérieure à la date d'expiration dudit délai de 30 jours. Au 1 ^{er} janvier de l'année civile suivante, le solde impayé de ces contributions et de ces avances est considéré comme étant d'une année en retard.	Article 3.4 : Les contributions et avances sont considérées comme dues et exigibles en totalité dans les 30 jours qui suivent la réception de la communication du Secrétaire général visée à l'article 3.3, ou le premier jour de l'année civile à laquelle elles se rapportent si cette dernière date est postérieure à la date d'expiration dudit délai de 30 jours. Au 1 ^{er} janvier de l'année civile suivante, le solde impayé de ces contributions et de ces avances est considéré comme étant d'une année en retard.	Modification apportée à la numérotation

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 3.6 : Les versements faits par un État Membre sont d'abord portés à son compte au Fonds de roulement, l'excédent venant en déduction des contributions dues dans l'ordre de leur mise en recouvrement.	Article 3.5 : Les versements faits par un État Membre sont d'abord portés à son compte au Fonds de roulement, l'excédent venant en déduction des contributions dues dans l'ordre de leur mise en recouvrement.	Modification apportée à la numérotation
Article 3.7 : Le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale lors de chacune de ses sessions ordinaires un rapport sur le recouvrement des contributions et des avances au Fonds de roulement.	Article 3.6 : Le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale lors de chacune de ses sessions ordinaires un rapport sur le recouvrement des contributions et des avances au Fonds de roulement.	Modification apportée à la numérotation
Contributions statutaires des nouveaux États Membres	Contributions statutaires des nouveaux États Membres	Pas de modification
Article 3.8 : Les nouveaux États Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, selon le barème fixé par l'Assemblée générale.	Article 3.7 : Les nouveaux États Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, aux taux fixés par l'Assemblée générale.	Modification apportée à la numérotation; modification formelle de la version française
Contributions statutaires des États non membres	Contributions statutaires des États non membres	Pas de modification
Article 3.9 : Les États non membres de l'Organisation qui deviennent parties au Statut de la Cour internationale de Justice ou membres d'organes chargés de l'application de traités et financés au moyen de crédits de l'Organisation contribuent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, aux dépenses de la Cour ou de ces organes. Les États non membres de l'Organisation qui participent aux activités d'organes ou à des conférences financées au moyen de crédits de l'Organisation contribuent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, aux dépenses de ces organes ou conférences, à moins que l'Assemblée ne décide d'exempter l'un quelconque de ces États de l'obligation de contribuer auxdites dépenses. Ces contributions sont comptabilisées selon l'article 3.3.	Article 3.8 : Les États non membres de l'Organisation qui deviennent parties au Statut de la Cour internationale de Justice ou membres d'organes chargés de l'application de traités et financés au moyen de crédits de l'Organisation contribuent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, aux dépenses de la Cour ou de ces organes. Les États non membres de l'Organisation qui participent aux activités d'organes ou à des conférences financées au moyen de crédits de l'Organisation contribuent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, aux dépenses de ces organes ou conférences, à moins que l'Assemblée ne décide d'exempter l'un quelconque de ces États de l'obligation de contribuer auxdites dépenses. Ces contributions sont comptabilisées comme recettes accessoires.	Modification apportée à la numérotation; nouvelle classification des recettes accessoires
Monnaie de comptabilisation et de versement des contributions statutaires	Monnaie de comptabilisation et de versement des contributions statutaires	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 3.10 : Les contributions annuelles et les avances au Fonds de roulement sont calculées et versées en dollars des États-Unis.	Article 3.9 : Les contributions annuelles et les avances au Fonds de roulement sont calculées et versées en dollars des États-Unis.	Modification apportée à la numérotation
B. Budgets des opérations de maintien de la paix	B. Budgets des opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Contributions statutaires	Contributions statutaires	Pas de modification
Article 3.11 : À moins que l'Assemblée générale n'en dispose autrement, les crédits ouverts pour les opérations de maintien de la paix sont financés par les contributions des États Membres, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée, tel que modifié selon les modalités d'ajustement que l'Assemblée aura pu approuver. Le versement des contributions statutaires aux budgets des opérations de maintien de la paix est également régi par l'article 3.5. Les contributions et les avances destinées au financement des opérations de maintien de la paix sont calculées et versées en dollars des États-Unis.	Article 3.10 : À moins que l'Assemblée générale n'en dispose autrement, les crédits ouverts pour les opérations de maintien de la paix sont financés par les contributions des États Membres, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée, tel que modifié selon les modalités d'ajustement que l'Assemblée aura pu approuver. Le versement des contributions statutaires aux budgets des opérations de maintien de la paix est également régi par l'article 3.4.	Modification apportée à la numérotation; modification formelle ayant pour objet d'aligner le projet d'article 11 et le projet d'article 10
C. Contributions volontaires, dons et donations	C. Contributions volontaires, dons et donations	Pas de modification
Acceptation et fins	Acceptation et fins	Pas de modification
Article 3.12 : Le Secrétaire général peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, à condition qu'elles soient offertes à des fins compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'Organisation et que l'acceptation des contributions qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'Organisation ait l'assentiment de l'autorité compétente.	Article 3.11 : Le Secrétaire général peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, à condition qu'elles soient offertes à des fins compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'Organisation et que l'acceptation des contributions qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'Organisation ait l'assentiment de l'autorité compétente.	Modification apportée à la numérotation
Article 3.13 : Les sommes acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale ou inscrites à un compte spécial conformément aux dispositions des articles 4.13 et 4.14.	Article 3.12 : Les sommes acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale ou inscrites à un compte spécial conformément aux dispositions des articles 4.13 et 4.14.	Modification apportée à la numérotation
D. Produits	D. Recettes accessoires	Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
	Budget-programme	Supprimé
	Article 3.13 : Toutes les recettes autres que : <ul style="list-style-type: none"> a) Les contributions au budget-programme; b) Les remboursements directs de dépenses faites pendant l'exercice; c) Les avances ou dépôts à des fonds; d) Les recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel; sont considérées comme recettes accessoires et versées au Fonds général.	Cet article est supprimé, puisqu'il se rapporte à une définition désormais obsolète des recettes accessoires. Les catégories de produits qui peuvent être déduits des contributions sont définies au projet d'article 3.3.
Contributions volontaires, dons et donations	Contributions volontaires, dons et donations	Pas de modification
Article 3.14 : Les sommes acceptées pour lesquelles il n'a pas été spécifié de fins particulières sont comptabilisées comme produits divers ou accessoires.	Article 3.14 : Les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée sont considérées comme recettes accessoires et sont enregistrées en tant que dons dans les comptes de l'exercice.	Nouvelle classification des recettes accessoires; modification formelle; modification formelle de la version française
Article IV. Dépôt des fonds	Article IV. Dépôt des fonds	Pas de modification
A. Comptes internes	A. Comptes internes	Pas de modification
Fonds général	Fonds général	Pas de modification
Article 4.1 : Il est créé un Fonds général où sont comptabilisées les obligations afférentes au budget-programme de l'Organisation et qui est alimenté au moyen des contributions versées par les États Membres en application de l'article 3.1, des produits des catégories visées à l'article 3.3 et des sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement.	Article 4.1 : Il est créé un Fonds général où sont comptabilisées les dépenses de l'Organisation. Les contributions versées par les États Membres en application de l'article 3.1, les recettes accessoires et les sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement pour faire face aux dépenses générales sont portées au crédit du Fonds général.	Modification formelle; nouvelle classification des recettes accessoires; clarification concernant l'utilisation du Fonds général
Fonds de roulement	Fonds de roulement	Pas de modification
Article 4.2 : Il est créé un Fonds de roulement dont l'Assemblée générale arrête le montant et détermine l'objet de temps à autre. Le Fonds de roulement est alimenté par des avances des États Membres; ces avances, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée	Article 4.2 : Il est créé un Fonds de roulement dont l'Assemblée générale arrête le montant et détermine l'objet de temps à autre. Le Fonds de roulement est alimenté par des avances des États Membres; ces avances, dont le montant est fixé conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
générale pour la répartition des dépenses de l'Organisation, sont portées au crédit des États Membres qui les versent.	générale pour la répartition des dépenses de l'Organisation, sont portées au crédit des États Membres qui les versent.	
Avances provenant du Fonds de roulement	Avances provenant du Fonds de roulement	Pas de modification
Article 4.3 : Les sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement pour le financement des dépenses correspondant aux crédits ouverts dans le budget sont remboursées au Fonds dès que [des recettes provenant de contributions] sont disponibles à cette fin.	Article 4.3 : Les sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement pour exécuter les dépenses budgétaires sont remboursées au Fonds dès que des recettes deviennent disponibles à cette fin [et dans la mesure où ces recettes le permettent].	Les modifications ont pour objet de préciser que les avances provenant du Fonds de roulement sont remboursées une fois les contributions reçues et d'aligner le libellé de l'article 4.3 sur celui de l'article 4.7.
Article 4.4 : Sauf lorsque ces avances doivent être recouvrées par d'autres moyens, le Secrétaire général présente des demandes de crédits additionnels au titre du budget-programme aux fins du remboursement des sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement pour couvrir des dépenses imprévues et extraordinaires ou d'autres dépenses autorisées.	Article 4.4 : Sauf lorsque ces avances doivent être recouvrées par d'autres moyens, le Secrétaire général présente des demandes de crédits additionnels au titre du budget-programme aux fins du remboursement des sommes prélevées à titre d'avances sur le Fonds de roulement pour couvrir des dépenses imprévues et extraordinaires ou d'autres dépenses autorisées.	Pas de modification
Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Article 4.5 : Il est créé un Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix en tant que facilité de trésorerie permettant à l'Organisation d'intervenir rapidement pendant la phase de démarrage de nouvelles opérations de maintien de la paix ou l'élargissement d'opérations existantes, et de financer les charges imprévues et extraordinaires ainsi que les investissements , liés au maintien de la paix. L'Assemblée générale détermine le montant du Fonds de réserve ainsi que les modalités de son financement par les États Membres.	Article 4.5 : Il est créé un Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix en tant que facilité de trésorerie permettant à l'Organisation d'intervenir rapidement pendant la phase de démarrage de nouvelles opérations de maintien de la paix ou l'élargissement d'opérations existantes, et de financer les dépenses imprévues et extraordinaires liées au maintien de la paix. L'Assemblée générale détermine le montant du Fonds de réserve ainsi que les modalités de son financement par les États Membres.	Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS. Les investissements ont été ajoutés, puisque le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix servira non seulement à couvrir les charges, mais également à financer les investissements, notamment les immobilisations, pendant la phase de démarrage des nouvelles opérations de maintien de la paix.
Avances provenant du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Avances provenant du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Article 4.6 : Si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix entraîne des charges ou nécessite des investissements, le Secrétaire général est autorisé,	Article 4.6 : Si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'oblige à engager des dépenses, le Secrétaire général est autorisé, avec l'assentiment préalable du	Comptabilisation des dépenses conformément aux normes IPSAS. Les dépenses d'équipement ont été ajoutées puisque le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix servira non seulement à couvrir les charges, mais également

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
avec l'assentiment préalable du Comité consultatif et sous réserve de l'article 4.8, à engager des dépenses d'un montant ne pouvant dépasser le solde du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et, en tout état de cause, 100 millions de dollars des États-Unis en vertu de ladite décision. Le montant cumulé des dépenses dont l'engagement est ainsi autorisé pour la phase de démarrage ou l'élargissement d'opérations de maintien de la paix, ne peut en aucun cas dépasser le montant total du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix; cependant, tout crédit ouvert par l'Assemblée générale au titre des dépenses engagées rétablit automatiquement une autorisation d'engagement de même montant que ledit crédit.	Comité consultatif et sous réserve de l'article 4.8, à engager des dépenses d'un montant ne pouvant dépasser le solde du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et, en tout état de cause, 100 millions de dollars des États-Unis en vertu de ladite décision. Le montant cumulé des dépenses dont l'engagement est ainsi autorisé pour la phase de démarrage ou l'élargissement d'opérations de maintien de la paix, ne peut en aucun cas dépasser le montant total du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix; cependant, tout crédit ouvert par l'Assemblée générale au titre des dépenses engagées rétablit automatiquement une autorisation d'engagement de même montant que ledit crédit.	à financer les investissements, notamment les immobilisations, pendant la phase de démarrage des nouvelles opérations de maintien de la paix.
Article 4.7 : Les avances prélevées sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix sont remboursées dès que des recettes provenant de contributions sont disponibles à cette fin.	Article 4.7 : Les avances prélevées sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix sont remboursées dès que des recettes provenant de contributions sont disponibles à cette fin.	Pas de modification
Article 4.8 : Si une décision du Conseil de sécurité oblige le Secrétaire général à engager, pour la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix, des dépenses d'un montant supérieur à 100 millions de dollars au titre de ladite décision, ou entraînant un dépassement du montant total du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, la question est soumise le plus tôt possible à l'Assemblée générale pour que celle-ci prenne la décision requise concernant l'autorisation d'engagement de dépenses et la mise en recouvrement de contributions.	Article 4.8 : Si une décision du Conseil de sécurité oblige le Secrétaire général à engager, pour la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix, des dépenses d'un montant supérieur à 100 millions de dollars au titre de ladite décision, ou entraînant un dépassement du montant total du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, la question est soumise le plus tôt possible à l'Assemblée générale pour que celle-ci prenne la décision requise concernant l'autorisation d'engagement de dépenses et la mise en recouvrement de contributions.	Pas de modification
Article 4.9 : Toutes les fois que des dépenses sont engagées en vertu de l'autorisation donnée à l'article 4.6, le Secrétaire général et le Comité consultatif en rendent compte à l'Assemblée générale, en décrivant les circonstances qui les ont motivées, dans le premier rapport présenté postérieurement à l'Assemblée sur le financement de l'opération de maintien de la paix concernée.	Article 4.9 : Toutes les fois que des dépenses sont engagées en vertu de l'autorisation donnée à l'article 4.6, le Secrétaire général et le Comité consultatif en rendent compte à l'Assemblée générale, en décrivant les circonstances qui les ont motivées, dans le premier rapport présenté postérieurement à l'Assemblée sur le financement de l'opération de maintien de la paix concernée.	
Fonds de péréquation des impôts	Fonds de péréquation des impôts	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>Article 4.10 : Il est créé un Fonds de péréquation des impôts au crédit duquel sont portées les retenues opérées au titre des contributions du personnel sur les traitements financés au moyen de contributions statutaires. Les recettes versées au Fonds sont portées au crédit des États Membres, entre lesquels elles sont réparties au prorata des quotes-parts applicables approuvées par l'Assemblée générale. Toutes les sommes portées au crédit des États Membres se rapportent à une année précise et sont calculées au prorata des quotes-parts approuvées pour l'année en question; les ajustements se rapportant à des exercices antérieurs sont également opérés conformément à ce principe.</p>	<p>Article 4.10 : Il est créé un Fonds de péréquation des impôts au crédit duquel sont portées les retenues opérées au titre des contributions du personnel sur les traitements financés au moyen de contributions statutaires. Les recettes versées au Fonds sont portées au crédit des États Membres, entre lesquels elles sont réparties au prorata des quotes-parts applicables approuvées par l'Assemblée générale. Toutes les sommes portées au crédit des États Membres se rapportent à une année précise et sont calculées au prorata des quotes-parts approuvées pour l'année en question; les ajustements se rapportant à des exercices antérieurs sont également opérés conformément à ce principe.</p>	Pas de modification
<p>Utilisation du Fonds de péréquation des impôts</p> <p>Article 4.11 : Les recettes du Fonds de péréquation des impôts servent à rembourser aux fonctionnaires le montant des impôts sur le revenu perçus par des États Membres sur les émoluments versés par l'Organisation. Des engagements couvrant le montant estimatif des impôts sur le revenu à rembourser aux fonctionnaires sont inscrits dans les comptes du Fonds. Si la somme portée au crédit du compte de péréquation d'un État Membre est insuffisante, la différence est ajoutée aux contributions mises en recouvrement auprès de cet État Membre pour l'exercice suivant, sur lesquelles elle est ensuite prélevée. Lorsque des impôts sur le revenu sont perçus auprès de fonctionnaires dont les traitements sont financés par des bailleurs de fonds qui ne contribuent pas au Fonds de péréquation des impôts, les dépenses supplémentaires qu'entraîne le remboursement de ces impôts sont à la charge de ces bailleurs de fonds.</p> <p>Article 4.12 : Conformément à l'article 3.2, le solde créditeur figurant au compte d'un État Membre après comptabilisation des engagements visés à l'article 4.11 vient en déduction des contributions statutaires dues par ledit État Membre pour l'année suivante.</p>	<p>Utilisation du Fonds de péréquation des impôts</p> <p>Article 4.11 : Les recettes du Fonds de péréquation des impôts servent à rembourser aux fonctionnaires le montant des impôts sur le revenu perçus par des États Membres sur les émoluments versés par l'Organisation. Des provisions égales aux montants estimatifs des impôts sur le revenu à rembourser aux fonctionnaires sont inscrites au passif du Fonds. Si la somme portée au crédit du compte d'un État Membre au Fonds de péréquation est inférieure au montant à provisionner, la différence est ajoutée aux contributions mises en recouvrement auprès de cet État Membre pour l'exercice suivant, sur lesquelles elle est ensuite prélevée. Lorsque des impôts sur le revenu sont perçus auprès de fonctionnaires dont les traitements sont financés par des bailleurs de fonds qui ne contribuent pas au Fonds de péréquation des impôts, les dépenses supplémentaires qu'entraîne le remboursement de ces impôts sont à la charge de ces bailleurs de fonds.</p> <p>Article 4.12 : Conformément à l'article 3.2, le solde créditeur figurant au compte d'un État Membre après constitution des provisions mentionnées dans l'article 4.11 vient en déduction de la contribution due par ledit État Membre pour l'année suivante.</p>	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux	Fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux	Pas de modification
Article 4.13 : Le Secrétaire général peut constituer des fonds d'affectation spéciale, des comptes de réserve et des comptes spéciaux; il en informe le Comité consultatif.	Article 4.13 : Le Secrétaire général peut constituer des fonds d'affectation spéciale, des comptes de réserve et des comptes spéciaux; il en informe le Comité consultatif.	Pas de modification
Article 4.14 : L'autorité compétente doit clairement définir l'objet et les limites de chaque fonds d'affectation spéciale, compte de réserve et compte spécial. À moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement, ces fonds et comptes sont gérés conformément au présent Règlement.	Article 4.14 : L'autorité compétente doit clairement définir l'objet et les limites de chaque fonds d'affectation spéciale, compte de réserve et compte spécial. À moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement, ces fonds et comptes sont gérés conformément au présent Règlement.	Pas de modification
B. Comptes en banque	B. Comptes en banque	Pas de modification
Comptes en banque, pouvoirs et principes directeurs	Comptes en banque, pouvoirs et principes directeurs	Pas de modification
Article 4.15 : Le Secrétaire général désigne la banque ou les banques dans lesquelles les fonds de l'Organisation doivent être déposés.	Article 4.15 : Le Secrétaire général désigne la banque ou les banques dans lesquelles les fonds de l'Organisation doivent être déposés.	Pas de modification
C. Placements	C. Placements	Pas de modification
Pouvoirs, responsabilité et principes directeurs	Pouvoirs, responsabilité et principes directeurs	Pas de modification
Article 4.16 : Le Secrétaire général peut placer les fonds de l'Organisation qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins immédiats, compte tenu du minimum de liquidités à conserver.	Article 4.16: Le Secrétaire général peut placer à court terme les fonds qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins immédiats; il informe périodiquement le Comité consultatif des placements ainsi effectués.	Les articles 4.16 et 4.17 ont été réunis et les références au Comité consultatif et au Comité des placements supprimées, puisque les besoins en question concernaient la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lorsqu'elle était rattachée à la Trésorerie.
	Article 4.17 : Le Secrétaire général peut, après avoir consulté le Comité des placements, placer à long terme les sommes figurant au crédit d'un fonds d'affectation spéciale, d'un compte de réserve ou d'un compte spécial, sauf stipulation contraire de l'autorité régissant le fonctionnement du fonds ou du compte concerné et compte tenu du minimum de liquidités à conserver dans le cas de ce fonds ou de ce compte.	L'article 4.17 a été supprimé, puisqu'il est maintenant regroupé avec l'article 4.16. Prière de se reporter à l'explication donnée ci-dessus concernant les modifications apportées à l'article 4.16.

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Produits	Revenus	Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS
Article 4.17 : Les produits provenant des placements sont affectés conformément aux règles relatives au fond ou au compte concerné et comptabilisés conformément à l'article 4.19.	Article 4.18 : Les revenus des placements sont affectés conformément aux règles relatives au fond ou au compte auquel ils se rapportent.	Modification apportée à la numérotation; comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS. Une modification a également été apportée pour renvoyer à l'article 4.19.
Article 4.18 : Les produits provenant des placements du Fonds de roulement sont comptabilisés comme produits des placements du Fonds général.	Article 4.19 : Les revenus des placements du Fonds de roulement sont comptabilisés comme recettes accessoires.	Modification apportée à la numérotation; comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS; nouvelle classification des recettes accessoires
Article 4.19 : Sauf autorisation accordée par l'autorité compétente visée aux articles 4.13 et 4.14, il n'est pas crédité d'intérêts aux fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux.		Ce projet d'article est inspiré de ceux qui sont en vigueur dans d'autres organismes des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP, et a pour objet d'harmoniser la pratique de l'ONU avec celle des autres organismes du système. Cette nouvelle méthode, beaucoup plus efficace que celle qui est appliquée actuellement, selon laquelle les intérêts produits par telle ou telle contribution doivent être calculés, comptabilisés et parfois payés, facilitera aussi la coopération interinstitutions.
Article V. Utilisation des fonds	Article V. Utilisation des fonds	Pas de modification
A. Ouverture de crédits	A. Ouverture de crédits	Pas de modification
Autorisation	Autorisation	Pas de modification
Article 5.1 : Par le vote des crédits, l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses et à effectuer des paiements dans la limite du montant des crédits ouverts et aux fins pour lesquelles ils ont été ouverts.	Article 5.1 : Par le vote des crédits, l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général, dans la limite de leurs montants, à engager des dépenses et à effectuer des paiements aux fins pour lesquelles ils ont été ouverts.	Modification formelle de la version française
Période de validité	Période de validité	Pas de modification
Article 5.2 : Les crédits peuvent donner lieu à des engagements de dépenses pendant l'exercice budgétaire pour lequel ils ont été ouverts.	Article 5.2 : Les crédits sont utilisables pendant l'exercice pour lequel ils ont été ouverts.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; modification formelle de la version française.
Article 5.3 : Les crédits restent utilisables pendant les 12 mois suivant la fin de l'exercice budgétaire pour lequel ils ont été ouverts, pour autant qu'ils soient nécessaires pour régler les engagements se	Article 5.3 : Les crédits restent utilisables pendant les 12 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel ils ont été ouverts, pour autant qu'ils soient nécessaires pour régler les engagements concernant	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; « exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; modification formelle de la version française.

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
rapportant à des marchandises livrées ou des services fournis au cours de cet exercice ou pour honorer toute autre obligation juridique se rapportant à l'exercice budgétaire. Le solde des crédits ouverts est libéré.	des marchandises livrées et des services fournis au cours de l'exercice, et tout autre engagement régulièrement contracté se rapportant à l'exercice. Le solde des crédits ouverts est libéré.	
Article 5.4 : À l'expiration de la période de 12 mois visée à l'article 5.3, le solde de tous les crédits reportés est libéré. L'engagement non réglé à la fin de la période de 12 mois est annulé ou financé sur les crédits ouverts pour l'exercice budgétaire en cours.	Article 5.4 : À l'expiration de la période de 12 mois visée à l'article 5.3, le solde de tous les crédits reportés est libéré. Tout engagement de dépense concernant l'exercice en question et non liquidé est alors annulé ou, s'il reste valable, considéré comme imputable sur les crédits de l'exercice en cours.	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; modification formelle
Article 5.5 : Les crédits nécessaires pour régler les sommes dues aux gouvernements des pays qui fournissent des contingents militaires, des unités de police constituées, un soutien logistique ou des biens ou services à des opérations de maintien de la paix sont conservés à l'expiration de la période de 12 mois prévue à l'article 5.3 si les demandes de remboursement requises n'ont pas été présentées ou traitées durant l'exercice auquel les crédits se rapportent. Ces crédits restent valables pendant quatre années supplémentaires à l'issue de ladite période de 12 mois. À l'expiration de ce délai supplémentaire de quatre ans, le solde de tous les crédits reportés est libéré. L'engagement non réglé à la fin de ce délai supplémentaire de quatre ans est annulé ou financé sur les crédits ouverts pour l'exercice budgétaire en cours.	Article 5.5 : Les crédits nécessaires pour régler les sommes dues aux gouvernements des pays qui fournissent des contingents militaires ou de police ou d'autres biens ou services à des opérations de maintien de la paix sont conservés à l'expiration de la période de 12 mois prévue à l'article 5.3 si les demandes de remboursement requises n'ont pas été présentées ou traitées durant l'exercice auquel elles se rapportent. Ces engagements restent valables pendant quatre années supplémentaires à l'issue de ladite période de 12 mois. À l'expiration de ce délai supplémentaire de quatre ans, tout engagement non réglé est annulé, de même que le solde de tout crédit reporté pour le couvrir.	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; modification formelle; modification formelle de la version française
Virement de crédits	Virement de crédits	Pas de modification
Article 5.6 : Aucun virement de crédits d'un chapitre à l'autre ne peut être fait sans l'autorisation de l'Assemblée générale.	Article 5.6 : Aucun virement de crédits d'un chapitre à l'autre ne peut être fait sans l'autorisation de l'Assemblée générale.	Pas de modification
Engagements afférents à des exercices budgétaires ultérieurs	Engagements afférents à des exercices ultérieurs	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
Article 5.7 : Le Secrétaire général peut contracter des engagements pour des exercices budgétaires ultérieurs, à condition que lesdits engagements :	Article 5.7 : Le Secrétaire général peut contracter des engagements pour des exercices ultérieurs, à condition que lesdits engagements :	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ».
a) Se rapportent à des activités approuvées par l'Assemblée générale, dont il est prévu qu'elles se	a) Se rapportent à des activités approuvées par l'Assemblée générale, dont il est prévu qu'elles se	

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
poursuivront après la fin de l'exercice budgétaire en cours; ou	poursuivront après la fin de l'exercice en cours; ou	
b) Aient été autorisés par une décision expresse de l'Assemblée générale.	b) Aient été autorisés par une décision expresse de l'Assemblée générale.	
Administration des crédits ouverts	Administration des crédits ouverts	Pas de modification
Article 5.8 : Le Secrétaire général :	Article 5.8 : Le Secrétaire général :	Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; modification formelle. Le libellé utilisé a été arrêté à l'occasion de l'harmonisation du Règlement financier et des règles de gestion financière.
a) Arrête les règles et méthodes détaillées propres à assurer une gestion financière efficace, efficiente et économique;	a) Arrête les règles et méthodes détaillées propres à assurer une gestion financière efficace, efficiente et économique;	
b) Veille à ce que tous les paiements soient faits sur le vu de pièces justificatives attestant que les services ou les biens ont été effectivement fournis;	b) Veille à ce que tous les paiements soient faits sur le vu de pièces justificatives et autres documents attestant que les services ou les marchandises ont été effectivement fournis et n'ont pas déjà fait l'objet d'un règlement;	
c) Désigne les fonctionnaires habilités à recevoir des fonds ou d'autres éléments d'actif, à souscrire des engagements et à faire des décaissements au nom de l'Organisation;	c) Désigne les fonctionnaires habilités à recevoir des fonds, à engager des dépenses et à faire des paiements au nom de l'Organisation;	
d) Établit un système de contrôle interne permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et qu'il est fait bon usage des ressources et des avoirs de l'Organisation, suivant la réglementation applicable, de sorte que les buts et objectifs de l'Organisation puissent être atteints.	d) Exerce un contrôle financier interne permettant de procéder efficacement et constamment à l'examen et à la révision des opérations financières en vue d'assurer : i) La régularité des opérations d'encaissement, de dépôt et d'emploi de tous les fonds et autres ressources financières de l'Organisation; ii) La conformité des engagements et dépenses soit avec les ouvertures de crédits ou autres dispositions financières votées par l'Assemblée générale, soit avec l'objet des fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux et avec les règles y relatives; iii) L'utilisation efficace, efficiente et économique des ressources de l'Organisation.	
B. Engagements	B. Engagements de dépenses et dépenses	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Article 5.9 : Des engagements ne peuvent être souscrits pour l'exercice budgétaire en cours ou d'exercices ultérieurs qu'une fois que des crédits ont été alloués ou que les autorisations voulues ont été données sous l'autorité du Secrétaire général.	Article 5.9 : Des dépenses ne peuvent être engagées pour l'exercice en cours ni des engagements contractés pour l'exercice en cours et des exercices ultérieurs qu'après avoir fait l'objet d'allocations de crédits ou autres autorisations écrites appropriées émises sous l'autorité du Secrétaire général.	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; modification formelle; « exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; modification formelle de la version française
Remboursement de dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix	Remboursement de dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix	
Article 5.10 : Les États Membres qui fournissent des contingents et des unités de police constituées aux opérations de maintien de la paix sont remboursés aux taux approuvés par l'Assemblée générale. Les États Membres sont également remboursés aux taux approuvés par l'Assemblée pour le matériel appartenant aux contingents.	Article 5.10 : Les États Membres qui fournissent des contingents aux opérations de maintien de la paix sont remboursés aux taux approuvés par l'Assemblée générale. Les États Membres sont également remboursés aux taux approuvés par l'Assemblée pour le matériel appartenant aux contingents.	Le terme « unités de police constituées » a été ajouté.
Versements à titre gracieux	Versements à titre gracieux	Pas de modification
Article 5.11 : Le Secrétaire général peut faire les versements à titre gracieux qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'Organisation, étant entendu qu'il doit soumettre au Comité des commissaires aux comptes un état de ces versements en même temps que les états financiers.	Article 5.11 : Le Secrétaire général peut faire les versements à titre gracieux qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'Organisation, étant entendu qu'il doit soumettre au Comité des commissaires aux comptes un état de ces versements en même temps que les comptes.	« Comptes » a été remplacé par « états financiers ».
C. Achats	C. Achats	Pas de modification
Principes généraux	Principes généraux	Pas de modification
Article 5.12 : Les fonctions d'achat comprennent tous les actes nécessaires à l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, et de services, y compris des ouvrages. Les principes généraux ci-après seront dûment pris en considération dans l'exercice des fonctions d'achat de l'Organisation :	Article 5.12 : Les fonctions d'achat comprennent tous les actes nécessaires à l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, et de services, y compris des ouvrages. Les principes généraux ci-après seront dûment pris en considération dans l'exercice des fonctions d'achat de l'Organisation :	Pas de modification
a) Rapport qualité/prix optimal;	a) Rapport qualité/prix optimal;	
b) Équité, intégrité et transparence;	b) Équité, intégrité et transparence;	

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>c) Mise en concurrence internationale effective;</p> <p>d) Intérêt de l'Organisation.</p> <p>Article 5.13 : Les marchés de biens et services font l'objet d'appels à la concurrence avec publicité préalable, sauf lorsque le Secrétaire général estime que l'intérêt de l'Organisation justifie une dérogation à cette règle.</p> <p>D. Gestion des biens</p> <p>Liquidation des actifs des opérations de maintien de la paix</p> <p>Article 5.14 : Lorsqu'une opération de maintien de la paix a été liquidée, l'Organisation liquide le matériel et les autres biens de cette opération conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière et de la manière indiquée ci-après :</p> <p>a) Le matériel en bon état qui répond aux normes établies ou est jugé compatible avec le matériel existant est transféré à d'autres opérations de maintien de la paix ou mis en réserve pour former les équipements de départ de missions à venir;</p> <p>b) Le matériel qui ne peut servir à des opérations de maintien de la paix en cours ou à venir peut être transféré à d'autres activités de l'Organisation financées par des contributions statutaires à condition que le besoin de ce matériel soit démontré;</p> <p>c) Le matériel qui ne peut servir à des opérations de maintien de la paix en cours ou à venir ni à d'autres activités de l'Organisation des Nations Unies financées par des contributions statutaires mais qui peut être utile à d'autres organismes, à des organisations internationales ou à des organisations non gouvernementales est vendu à ces organismes ou organisations;</p>	<p>c) Mise en concurrence internationale effective;</p> <p>d) Intérêt de l'Organisation.</p> <p>Article 5.13 : Les marchés de matériel, fournitures et autres articles nécessaires sont passés par adjudication avec publicité préalable, sauf lorsque le Secrétaire général estime que l'intérêt de l'Organisation justifie une dérogation à cette règle.</p> <p>D. Gestion des biens</p> <p>Disposition des actifs des opérations de maintien de la paix</p> <p>Article 5.14 : Lorsqu'une opération de maintien de la paix a été liquidée, l'Organisation dispose du matériel et des autres biens de cette opération conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière et de la manière indiquée ci-après :</p> <p>a) Le matériel en bon état qui répond aux normes établies ou est jugé compatible avec le matériel existant est transféré à d'autres opérations de maintien de la paix ou mis en réserve pour former les équipements de départ de missions à venir;</p> <p>b) Le matériel qui ne peut servir à des opérations de maintien de la paix en cours ou à venir peut être transféré à d'autres activités de l'Organisation financées par des contributions statutaires à condition que le besoin de ce matériel soit démontré;</p> <p>c) Le matériel qui ne peut servir à des opérations de maintien de la paix en cours ou à venir ni à d'autres activités de l'Organisation des Nations Unies financées par des contributions statutaires mais qui peut être utile à d'autres organismes, à des organisations internationales ou à des organisations non gouvernementales est vendu à ces organismes ou organisations;</p>	<p>« Matériel, fournitures et autres articles nécessaires » a été remplacé par « biens et services »; modification formelle de la version française</p> <p>Pas de modification</p> <p>Modification formelle de la version française</p> <p>Modification formelle de la version française</p>

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>d) Le matériel et les biens qui ne sont pas nécessaires, qui ne peuvent être liquidés conformément aux alinéas a), b) ou c) ci-dessus ou qui sont en mauvais état sont vendus conformément aux procédures applicables aux autres catégories de matériel et de biens de l'Organisation;</p> <p>e) Les biens qui ont été installés dans un pays et dont le démantèlement entraverait le relèvement de ce pays sont remis au gouvernement dûment reconnu dudit pays moyennant une indemnisation sous la forme qui aura été convenue par l'Organisation et le gouvernement. Sont notamment concernés les installations et équipements aéroportuaires, les bâtiments, les ponts et le matériel de déminage. Lorsque les biens ne peuvent être liquidés de cette manière ou autrement, ils sont transférés sans frais au gouvernement du pays concerné. Les transferts de ce type nécessitent l'approbation préalable de l'Assemblée générale.</p> <p>Un rapport sur la liquidation finale des biens de chaque opération de maintien de la paix liquidée est présenté à l'Assemblée générale.</p>	<p>d) Tout matériel ou bien qui n'est pas nécessaire ou dont il ne peut être disposé conformément aux alinéas a), b) ou c) ci-dessus, ou qui est en mauvais état, est vendu conformément aux procédures applicables aux autres matériels ou biens de l'Organisation;</p> <p>e) Les actifs qui ont été installés dans un pays et dont le démantèlement entraverait le relèvement de ce pays sont remis au gouvernement dûment reconnu dudit pays moyennant une indemnisation sous la forme qui aura été convenue par l'Organisation et le gouvernement. Sont notamment concernés les installations et équipements aéroportuaires, les bâtiments, les ponts et le matériel de déminage. Lorsqu'il ne peut être disposé de ces actifs de cette manière ou autrement, ils sont transférés sans frais au gouvernement du pays concerné. De tels transferts nécessitent l'approbation préalable de l'Assemblée générale.</p> <p>Un rapport sur la disposition finale des actifs de chaque opération de maintien de la paix liquidée est présenté à l'Assemblée générale.</p>	
E. Audit interne	E. Audit interne	Pas de modification
<p>Article 5.15 : Le Bureau des services de contrôle interne procède à des audits internes conformément à l'alinéa d) de l'article 5.8 et aux normes d'audit généralement admises. Les auditeurs internes examinent et évaluent l'utilisation des ressources financières ainsi que l'efficacité, l'adéquation et l'application des systèmes, procédures et autres mécanismes de contrôle interne, et font rapport à ce sujet. Les audits internes portent également sur les éléments ci-après :</p> <p>a) Conformité des opérations financières aux résolutions de l'Assemblée générale, aux programmes approuvés et autres directives des organes délibérants, aux dispositions du Règlement financier et règles de gestion financière et des instructions administratives connexes, et aux recommandations approuvées des organes de contrôle externe;</p>	<p>Article 5.15 : Le Bureau des services de contrôle interne procède à des audits internes conformément à l'alinéa d) de l'article 5.8 et aux normes d'audit généralement admises. Les auditeurs internes examinent et évaluent l'utilisation des ressources financières ainsi que l'efficacité, l'adéquation et l'application des systèmes, procédures et autres mécanismes de contrôle interne, et font rapport à ce sujet. Les audits internes portent également sur les éléments ci-après :</p> <p>a) Conformité des opérations financières aux résolutions de l'Assemblée générale, aux programmes approuvés et autres directives des organes délibérants, aux dispositions du Règlement financier et règles de gestion financière et des instructions administratives connexes, et aux recommandations approuvées des organes de contrôle externe;</p>	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
b) Économie, efficience et efficacité dans la gestion et l'utilisation des ressources financières, matérielles et humaines et l'exécution des programmes, évaluées notamment par un examen de la structure de l'Organisation et de son aptitude à répondre aux besoins des programmes et aux directives, et par des audits de gestion.	b) Économie, efficience et efficacité dans la gestion et l'utilisation des ressources financières, matérielles et humaines et l'exécution des programmes, évaluées notamment par un examen de la structure de l'Organisation et de son aptitude à répondre aux besoins des programmes et aux directives, et par des audits de gestion.	
Article VI. Comptabilité	Article VI. Comptabilité	Pas de modification
États financiers	Comptes principaux	Le terme « comptes principaux » a été remplacé par le terme « états financiers ».
Article 6.1 : Les états financiers sont établis annuellement, en dollars des États-Unis, conformément au présent Règlement, aux décisions des organes délibérants compétents et aux Normes comptables internationales pour le secteur public.	Article 6.1 : Le Secrétaire général présente les comptes de l'exercice. En outre, il tient, aux fins de la gestion, la comptabilité nécessaire, y compris des comptes intérimaires pour la première année civile de l'exercice, et veille à ce que les registres comptables ne soient pas endommagés, détruits ou consultés sans autorisation, ni ne disparaissent. Les comptes intérimaires et les comptes de l'exercice indiquent : a) Les recettes et les dépenses de tous les fonds; b) L'utilisation des crédits ouverts, notamment : i) Les crédits initialement ouverts; ii) Les crédits ouverts tels qu'ils ont été éventuellement modifiés par des virements; iii) Les fonds éventuels autres que les crédits votés par l'Assemblée générale; iv) Les montants imputés sur les crédits votés par l'Assemblée générale ou, le cas échéant, sur d'autres fonds; c) L'actif et le passif de l'Organisation. Le Secrétaire général fournit également tous autres renseignements propres à faire connaître la situation financière de l'Organisation à la date considérée.	L'article de l'actuel Règlement est remplacé par un projet d'article conforme avec les dispositions des normes IPSAS concernant la forme et la teneur des états financiers annuels.

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 6.2 : Le Secrétaire général soumet les états financiers annuels certifiés au Comité des commissaires aux comptes 3 mois au plus tard après la fin de l'année financière concernée.	Article 6.5 : Le Secrétaire général soumet les comptes de l'exercice, excepté ceux des opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux, au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice. Les comptes annuels des opérations de maintien de la paix financées à l'aide de comptes spéciaux sont soumis par le Secrétaire général au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 30 septembre de chaque année.	Modification apportée à la numérotation; présentation des états financiers conformément aux normes IPSAS
Article 6.3 : Des comptes distincts sont dûment tenus pour tous les fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux.	Article 6.2 : Des comptes distincts sont dûment tenus pour tous les fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux.	Modification apportée à la numérotation
Monnaie de compte	Monnaie de compte	Pas de modification
Article 6.4 : Les comptes de l'Organisation sont tenus en dollars des États-Unis. Toutefois, des comptes peuvent être tenus dans toute autre monnaie si le Secrétaire général le juge nécessaire.	Article 6.3 : Les comptes de l'Organisation sont tenus en dollars des États-Unis. Toutefois, des comptes peuvent être tenus dans toute autre monnaie si le Secrétaire général le juge nécessaire.	Modification apportée à la numérotation
Comptabilisation en pertes d'éléments d'actif, dont les disponibilités, les stocks et les immobilisations corporelles	Passation d'éléments d'actif par profits et pertes	Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS
Article 6.5 : Le Secrétaire général peut, après enquête approfondie, autoriser la comptabilisation en pertes d'éléments d'actif, dont des disponibilités, des stocks et des immobilisations corporelles, étant entendu qu'il doit soumettre au Comité des commissaires aux comptes, avec les états financiers annuels qu'il soumet en application de l'article 6.1, un état de tous les montants comptabilisés en pertes.	Article 6.4 : Le Secrétaire général peut, après enquête approfondie, autoriser à passer par profits et pertes le montant des pertes de numéraire, marchandises et autres actifs, étant entendu qu'il doit soumettre au Comité des commissaires aux comptes, en même temps que les comptes, un état de toutes les sommes ainsi passées par profits et pertes.	Modification apportée à la numérotation; modification dont l'objet est d'ajouter les disponibilités, les stocks et les immobilisations corporelles aux éléments d'actif qui peuvent être comptabilisés en pertes et doivent être signalés comme tels dans l'état présenté avec les états financiers soumis en application de l'article 6.1.
Article VII. Comité des commissaires aux comptes	Article VII. Comité des commissaires aux comptes	Pas de modification
Nomination d'un Comité des commissaires aux comptes	Nomination d'un Comité des commissaires aux comptes	Pas de modification
Durée du mandat des membres du Comité des commissaires aux comptes	Durée du mandat des membres du Comité des commissaires aux comptes	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 7.1 : L'Assemblée générale nomme un Comité des commissaires aux comptes qui vérifie chaque année les comptes de l'Organisation des Nations Unies. Ce comité est composé de trois membres, dont chacun est le vérificateur général des comptes (ou fonctionnaire de titre équivalent) d'un État Membre.	Article 7.1 : L'Assemblée générale nomme un Comité des commissaires aux comptes qui est chargé de vérifier les comptes de l'Organisation des Nations Unies. Ce comité est composé de trois membres, dont chacun est le vérificateur général des comptes (ou fonctionnaire de titre équivalent) d'un État Membre.	Modification dont l'objet est de préciser que les audits du Comité sont annuels
Article 7.2 : Les membres du Comité des commissaires aux comptes sont élus par l'Assemblée générale pour un mandat d'une durée de six ans non renouvelable. Leur mandat commence le 1 ^{er} juillet et expire le 30 juin de la sixième année. Une année sur deux, le mandat de l'un des membres vient à expiration. En conséquence, l'Assemblée générale élit tous les deux ans un nouveau membre, qui entre en fonctions le 1 ^{er} juillet de l'année suivante.	Article 7.2 : Les membres du Comité des commissaires aux comptes sont élus pour un mandat d'une durée de six ans non renouvelable. Leur mandat commence le 1 ^{er} juillet et expire le 30 juin de la sixième année. Une année sur deux, le mandat de l'un des membres vient à expiration. En conséquence, l'Assemblée générale élit tous les deux ans un nouveau membre, qui entre en fonctions le 1 ^{er} juillet de l'année suivante.	Modification dont l'objet est de préciser que les membres du Comité des commissaires aux comptes sont élus par l'Assemblée générale
Article 7.3 : Si un membre du Comité des commissaires aux comptes cesse d'occuper dans son pays le poste de vérificateur général des comptes (ou poste équivalent), son mandat de membre du Comité prend alors fin et il est remplacé dans cette fonction par son successeur au poste de vérificateur général. Hormis ce cas, les membres du Comité ne peuvent pas être relevés de leurs fonctions pendant la durée de leur mandat, si ce n'est par l'Assemblée générale.	Article 7.3 : Si un membre du Comité des commissaires aux comptes cesse d'occuper dans son pays le poste de vérificateur général des comptes (ou poste équivalent), son mandat de membre du Comité prend alors fin et il est remplacé dans cette fonction par son successeur au poste de vérificateur général. Hormis ce cas, les membres du Comité ne peuvent pas être relevés de leurs fonctions pendant la durée de leur mandat, si ce n'est par l'Assemblée générale.	Pas de modification
Étendue et exécution de l'audit et normes applicables	Étendue et exécution de la vérification et normes applicables	Modification formelle de la version française
Article 7.4 : L'audit s'effectue conformément aux normes usuelles généralement admises en la matière et, sous réserve de directives spéciales de l'Assemblée générale, suivant les règles supplémentaires énoncées dans l'annexe au présent Règlement.	Article 7.4 : La vérification des comptes est effectuée conformément aux normes usuelles généralement admises en la matière et, sous réserve de directives spéciales de l'Assemblée générale, conformément au mandat additionnel joint en annexe au présent Règlement.	Modification formelle de la version française
Article 7.5 : Le Comité des commissaires aux comptes peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.	Article 7.5 : Le Comité des commissaires aux comptes a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.	Modification formelle de la version française

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
Article 7.6 : Le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de l'exécution de l'audit.	Article 7.6 : Le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de l'exécution de la vérification.	Modification formelle de la version française
Article 7.7 : Le Comité consultatif peut demander au Comité des commissaires aux comptes de faire certaines vérifications spécifiques et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats.	Article 7.7 : Le Comité consultatif peut demander au Comité des commissaires aux comptes de faire certaines vérifications spécifiques et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats.	Pas de modification
Article 7.8 : Avec l'assentiment du Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes répartit les travaux d'audit entre ses membres en établissant un roulement.	Article 7.8 : Le Comité des commissaires aux comptes, sous réserve de l'assentiment du Comité consultatif, répartit les travaux de vérification entre ses membres et établit un roulement entre eux pour leur exécution.	Modification formelle de la version française
Moyens	Facilités	Modification formelle de la version française
Article 7.9 : Le Secrétaire général fournit au Comité des commissaires aux comptes les moyens dont il a besoin pour effectuer les audits.	Article 7.9 : Le Secrétaire général fournit au Comité des commissaires aux comptes les facilités dont il peut avoir besoin pour procéder à la vérification.	Modification formelle de la version française
Article 7.10 : Aux fins d'une vérification locale ou spéciale ou pour réduire les frais d'audit, le Comité des commissaires aux comptes peut faire appel aux services d'un vérificateur général des comptes (ou fonctionnaire de titre équivalent) quel qu'il soit, d'auditeurs externes privés de réputation établie ou de toute autre personne ou société qui, à son avis, possède les qualifications techniques voulues.	Article 7.10 : Pour procéder à un examen local ou spécial ou pour réaliser des économies sur les frais de vérification, le Comité des commissaires aux comptes peut faire appel aux services de tout vérificateur général des comptes (ou fonctionnaire de titre équivalent) ou aux services d'experts comptables agréés de réputation établie ou de toute autre personne ou société qui, de l'avis du Comité, possède les qualifications techniques voulues.	Modification formelle de la version française
Rapports	Rapports	Pas de modification
Article 7.11 : Le Comité des commissaires aux comptes établit un rapport sur l'audit des états financiers de l'année financière et des tableaux s'y rapportant, dans lequel il consigne les renseignements qu'il juge nécessaires sur les questions visées à l'article 7.5 du présent Règlement et dans les règles supplémentaires.	Article 7.11 : Le Comité des commissaires aux comptes établit un rapport sur la vérification des états financiers et des tableaux annexés concernant les comptes de l'exercice, rapport dans lequel il consigne les renseignements qu'il juge nécessaires sur les questions visées à l'article 7.5 du Règlement financier et dans le mandat additionnel.	Modification formelle de la version française
Article 7.12 : Les rapports du Comité des commissaires aux comptes ainsi que les états financiers vérifiés sont transmis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif,	Article 7.12 : Les rapports du Comité des commissaires aux comptes ainsi que les états financiers vérifiés sont transmis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif,	Pas de modification

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
conformément aux instructions que l'Assemblée aura pu donner. Le Comité consultatif examine les états financiers et les rapports des commissaires aux comptes et les transmet à l'Assemblée en y joignant les observations qu'il juge appropriées.	conformément aux instructions que l'Assemblée aura pu donner. Le Comité consultatif examine les états financiers et les rapports des commissaires aux comptes et les transmet à l'Assemblée en y joignant les observations qu'il juge appropriées.	
Annexe	Annexe	Pas de modification
Règles supplémentaires régissant l'audit des états financiers de l'Organisation des Nations Unies	Mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies	Modification formelle de la version française
<p>1. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :</p> <p>a) Que les états financiers sont conformes aux livres et pièces comptables de l'Organisation;</p> <p>b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été effectuées conformément aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;</p> <p>c) Que les contrôles internes, y compris l'audit interne, donnent bien les assurances recherchées;</p> <p>d) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes.</p> <p>2. Le Comité des commissaires aux comptes a seul compétence pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le Secrétaire général et peut, s'il le juge opportun, procéder à l'examen et à la vérification détaillés de toute pièce comptable relative soit aux opérations financières, soit aux stocks ou aux immobilisations corporelles.</p> <p>3. Le Comité des commissaires aux comptes et son personnel ont librement accès, à tout moment approprié, à tous les livres, pièces comptables et</p>	<p>1. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :</p> <p>a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;</p> <p>b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;</p> <p>c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;</p> <p>d) Que les contrôles internes, y compris l'audit interne, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;</p> <p>e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes.</p> <p>2. Le Comité des commissaires aux comptes a seul compétence pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le Secrétaire général et peut, s'il le juge opportun, procéder à l'examen et à la vérification détaillés de toute pièce comptable relative soit aux opérations</p>	<p>Globalement, des changements ont été apportés dans la présente annexe pour remplacer la terminologie UNSAS par la terminologie IPSAS, les changements apportés à la version anglaise (par exemple le remplacement de « obligation » par « commitment ») n'ayant pas toujours d'incidence sur la version française. « Fournitures et matériel » a été remplacé par « stocks et immobilisations corporelles ». Des modifications formelles ont également été apportées à divers endroits de la version française.</p> <p>L'alinéa 1 c) a été supprimé, car il n'était plus d'actualité et les vérifications en question sont couvertes par les anciens alinéas d) et e) [qui deviennent les nouveaux alinéas c) et d)].</p>

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
autres documents pertinents dont le Comité estime avoir besoin pour effectuer l'audit. Les renseignements qui sont considérés comme protégés et dont le Secrétaire général (ou le haut fonctionnaire désigné par lui) convient qu'ils sont nécessaires au Comité aux fins de l'audit, ainsi que les renseignements considérés comme confidentiels, sont mis à la disposition du Comité s'il en fait la demande. Le Comité et son personnel respectent le caractère protégé ou confidentiel de tout renseignement classé comme tel qui est mis à leur disposition et n'en font usage que pour ce qui touche directement l'exécution des opérations d'audit. Le Comité peut appeler l'attention de l'Assemblée générale sur tout refus de lui communiquer des renseignements considérés comme protégés dont il estime avoir besoin aux fins de l'audit.	financières, soit aux fournitures et au matériel.	
4. Le Comité des commissaires aux comptes n'a pas qualité pour modifier les états financiers, mais il appelle l'attention du Secrétaire général sur toute opération dont la régularité ou l'opportunité lui paraît discutable pour que le Secrétaire général prenne les mesures voulues. Toute objection soulevée au cours de la vérification des comptes quant à des opérations de ce genre ou à toutes autres opérations est immédiatement signalée au Secrétaire général.	3. Le Comité des commissaires aux comptes et son personnel ont librement accès, à tout moment approprié, à tous les livres, écritures et documents comptables dont le Comité estime avoir besoin pour effectuer la vérification. Les renseignements qui sont considérés comme protégés et dont le Secrétaire général (ou le haut fonctionnaire désigné par lui) convient qu'ils sont nécessaires au Comité aux fins de la vérification et les renseignements considérés comme confidentiels sont mis à la disposition du Comité s'il en fait la demande. Le Comité et son personnel respectent le caractère protégé ou confidentiel de tout renseignement ainsi considéré qui est mis à leur disposition et n'en font usage que pour ce qui touche directement l'exécution des opérations de vérification. Le Comité peut appeler l'attention de l'Assemblée générale sur tout refus de lui communiquer des renseignements considérés comme protégés dont il estime avoir besoin aux fins de la vérification.	
5. Le Comité des commissaires aux comptes (ou celui de ses membres qu'il a désigné) exprime une opinion sur les états financiers de l'Organisation et la signe. Cette opinion comprend les éléments de base ci-après :	4. Le Comité des commissaires aux comptes n'a pas qualité pour rejeter telle ou telle rubrique des comptes, mais il appelle l'attention du Secrétaire général sur toute opération dont la régularité ou l'opportunité lui paraît discutable pour que le Secrétaire général prenne les mesures voulues. Toute objection soulevée au cours de la vérification des comptes quant à des opérations de ce genre ou à toutes autres opérations est immédiatement signalée au Secrétaire général.	« Rejeter telle ou telle rubrique des comptes » a été remplacé par « apporter des ajustements aux états financiers ».
a) Indication des états financiers faisant l'objet de l'audit;		Modification formelle de la version française
b) Mention de la responsabilité du Secrétaire général et de celle du Comité des commissaires aux comptes;		
c) Indication des normes d'audit appliquées;		
d) Description des travaux effectués;		
	5. Le Comité des commissaires aux comptes (ou ceux de ses membres qu'il a désignés) expriment une opinion sur les états financiers de l'Organisation et la signent. Cette opinion comprend les éléments de base ci-après :	
	a) Identification des états financiers faisant l'objet de la vérification;	
	b) Mention de la responsabilité qui incombe au Secrétaire général et de celle qui revient au Comité des commissaires aux comptes;	

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>e) Formulation d'une opinion sur les états financiers précisant si :</p> <p>i) Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière à la fin de l'exercice et du résultat des opérations de l'exercice;</p> <p>ii) Les états financiers ont été établis conformément aux normes et conventions comptables indiquées;</p> <p>f) Formulation d'une opinion indiquant si les opérations ont été effectuées conformément au Règlement financier et aux décisions des organes délibérants;</p> <p>g) Date de l'opinion;</p> <p>h) Nom et qualité des membres du Comité des commissaires aux comptes;</p> <p>i) Le cas échéant, renvois au rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers.</p> <p>6. Dans son rapport à l'Assemblée générale sur les opérations financières comptabilisées pour l'exercice, le Comité des commissaires aux comptes indique :</p> <p>a) La nature et l'étendue de l'audit auquel il a procédé;</p> <p>b) Les éléments qui déterminent la complétude ou l'exactitude des états financiers, y compris, le cas échéant :</p> <p>i) Les renseignements nécessaires à l'interprétation correcte des états financiers;</p> <p>ii) Toute somme qui aurait dû être perçue mais qui n'a pas été passée en compte;</p> <p>iii) Les passifs éventuels qui n'ont pas été correctement comptabilisés dans les états financiers;</p> <p>iv) Les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes;</p>	<p>c) Indication des normes d'audit appliquées;</p> <p>d) Description des travaux effectués;</p> <p>e) Formulation d'une opinion sur les états financiers, précisant si :</p> <p>i) Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière à la fin de l'exercice et du résultat des opérations de l'exercice;</p> <p>ii) Les états financiers ont été établis conformément aux conventions comptables spécifiées;</p> <p>iii) Les conventions comptables ont été appliquées de la même manière que pour l'exercice précédent;</p> <p>f) Formulation d'une opinion, indiquant si les opérations ont été conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants;</p> <p>g) Date de l'opinion;</p> <p>h) Nom et qualité des membres du Comité des commissaires aux comptes;</p> <p>i) Le cas échéant, renvois au rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers.</p> <p>6. Dans son rapport à l'Assemblée générale sur les opérations financières comptabilisées pour l'exercice, le Comité des commissaires aux comptes indique :</p> <p>a) La nature et l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé;</p> <p>b) Les éléments qui déterminent la complétude ou l'exactitude des comptes, y compris le cas échéant :</p> <p>i) Les renseignements nécessaires à l'interprétation correcte des comptes;</p> <p>ii) Toute somme qui aurait dû être perçue mais qui n'a pas été passée en compte;</p>	<p>Modification formelle</p> <p>L'alinéa 5 e) iii) a été supprimé, car cette disposition sera couverte par les normes IPSAS.</p>

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
<p>v) S'il est tenu des livres de comptes en bonne et due forme; les cas où la présentation des états financiers s'écarterait de façon significative des normes et conventions comptables indiquées doivent être signalés;</p> <p>c) Les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention de l'Assemblée générale, par exemple :</p> <p>i) Les cas de fraude ou de présomption de fraude;</p> <p>ii) Le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres actifs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle);</p> <p>iii) Les dépenses risquant d'entraîner ultérieurement des frais supplémentaires considérables pour l'Organisation;</p> <p>iv) Tout défaut du système ou des mécanismes de contrôle portant sur les entrées et sorties de trésorerie ou les biens, notamment les stocks et les immobilisations corporelles;</p> <p>v) Les dépenses non conformes aux intentions de l'Assemblée générale, non compris les virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;</p> <p>vi) Les dépassements des crédits ouverts, tels que modifiés par des virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;</p> <p>vii) Les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent;</p> <p>d) L'exactitude ou l'inexactitude des écritures relatives aux stocks et aux immobilisations corporelles, d'après l'inventaire et l'examen des livres;</p> <p>e) S'il le juge approprié, les opérations qui ont été comptabilisées au cours d'une année financière antérieure et au sujet desquelles des renseignements nouveaux ont été obtenus, ou les opérations qui doivent être faites au cours d'une année financière</p>	<p>iii) Toute somme qui a fait l'objet d'un engagement de dépenses régulier ou conditionnel et qui n'a pas été comptabilisée ou dont il n'a pas été tenu compte dans les états financiers;</p> <p>iv) Les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes;</p> <p>v) S'il est tenu des livres de comptes en bonne et due forme; les cas où la présentation des états financiers s'écarterait de façon significative de la règle exigeant que les principes comptables généralement admis soient appliqués de façon constante doivent être signalés;</p> <p>c) Les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention de l'Assemblée générale, par exemple :</p> <p>i) Les cas de fraude ou de présomption de fraude;</p> <p>ii) Le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres actifs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle);</p> <p>iii) Les dépenses risquant d'entraîner ultérieurement des frais considérables pour l'Organisation;</p> <p>iv) Tout vice, général ou particulier, du système régissant le contrôle des recettes et des dépenses ou celui des fournitures et du matériel;</p> <p>v) Les dépenses non conformes aux intentions de l'Assemblée générale, compte tenu des virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;</p> <p>vi) Les dépassements de crédits, compte tenu des modifications résultant de virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;</p> <p>vii) Les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent;</p> <p>d) L'exactitude ou l'inexactitude des comptes relatifs aux fournitures et au matériel, d'après l'inventaire et l'examen des livres;</p>	<p>L'alinéa 6 b) iii) a été modifié car, selon les normes IPSAS, les engagements ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.</p>

<i>Projet de règlement financier</i>	<i>Règlement financier actuel</i>	<i>Explication</i>
ultérieure et dont il semble souhaitable d'informer l'Assemblée générale par avance.	e) S'il le juge approprié, les opérations qui ont été comptabilisées au cours d'un exercice antérieur et au sujet desquelles des renseignements nouveaux ont été obtenus ou les opérations qui doivent être faites au cours d'un exercice ultérieur et dont il semble souhaitable d'informer l'Assemblée générale par avance.	Remplacement d'« exercice » par « année financière »
7. Le Comité des commissaires aux comptes peut présenter à l'Assemblée générale ou au Secrétaire général toutes observations relatives aux constatations qu'il a faites à l'occasion de l'audit, ainsi que tous commentaires relatifs au rapport financier du Secrétaire général qu'il juge appropriés.	7. Le Comité des commissaires aux comptes peut présenter à l'Assemblée générale ou au Secrétaire général toutes observations relatives aux constatations qu'il a faites à l'occasion de la vérification ainsi que tous commentaires relatifs au rapport financier du Secrétaire général qu'il juge appropriés.	Modification formelle de la version française
8. Si le Comité des commissaires aux comptes n'a pu procéder qu'à un audit limité ou s'il n'a pas pu obtenir suffisamment d'éléments probants, il l'indique dans son opinion et dans son rapport, en précisant dans son rapport les motifs de ses observations et en indiquant en quoi l'exposé de la situation financière et des opérations financières peut être sujet à caution du fait de ces facteurs.	8. Si le Comité des commissaires aux comptes n'a pu procéder qu'à une vérification limitée ou s'il n'a pas pu obtenir suffisamment de pièces justificatives, il doit l'indiquer dans son opinion et dans son rapport, en précisant dans son rapport les motifs de ses observations et en indiquant en quoi l'exposé de la situation financière et des opérations financières peut être sujet à caution du fait de ces facteurs.	
9. Le Comité des commissaires aux comptes ne fait en aucun cas de critiques dans son rapport sans donner d'abord au Secrétaire général la possibilité de lui fournir des explications sur la question en cause.	9. Le Comité des commissaires aux comptes ne doit en aucun cas faire figurer de critiques dans son rapport sans donner d'abord au Secrétaire général une possibilité adéquate de lui fournir des explications sur le point litigieux.	
10. Le Comité n'est pas tenu de faire mention d'une question quelconque évoquée dans les paragraphes précédents s'il juge les éléments en jeu négligeables à tout point vue.	10. Le Comité n'est pas tenu de faire mention d'une question quelconque évoquée dans les paragraphes précédents, s'il ne le juge utile à aucun égard.	Modification formelle de la version française

Annexe II

Nouvelles règles de gestion financière

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Article I. Dispositions générales	Article I. Dispositions générales	Pas de modification
Champ d'application et pouvoirs	Champ d'application et pouvoirs	Pas de modification
Règle 101.1	Règle 101.1	Pas de modification
Les règles de gestion financière sont arrêtées par le Secrétaire général conformément aux dispositions du Règlement financier approuvé par l'Assemblée générale. Elles régissent toutes les opérations de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des dispositions contraires que l'Assemblée pourrait expressément prendre ou des dérogations que le Secrétaire général pourrait expressément autoriser. En vertu de la présente règle, le Secrétaire général délègue au Secrétaire général adjoint à la gestion la responsabilité de l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière et le pouvoir de décision en la matière. Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, à son tour, déléguer ses pouvoirs concernant certains aspects du Règlement financier ou des règles de gestion financière par voie d'instructions administratives. Ces instructions administratives doivent indiquer si le délégataire peut déléguer des aspects de ces pouvoirs à d'autres fonctionnaires. Dans l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière, les fonctionnaires sont guidés par les principes d'efficacité, d'efficience et d'économie.	Les règles de gestion financière sont arrêtées par le Secrétaire général conformément aux dispositions du Règlement financier approuvé par l'Assemblée générale. Elles régissent toutes les opérations de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des dispositions contraires que l'Assemblée pourrait expressément prendre ou des dérogations que le Secrétaire général pourrait expressément autoriser. En vertu de la présente règle, le Secrétaire général délègue au Secrétaire général adjoint à la gestion la responsabilité de l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière et le pouvoir de décision en la matière. Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, à son tour, déléguer ses pouvoirs concernant certains aspects du Règlement financier ou des règles de gestion financière par voie d'instructions administratives. Ces instructions administratives doivent indiquer si le délégataire peut déléguer des aspects de ces pouvoirs à d'autres fonctionnaires. Dans l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière, les fonctionnaires sont guidés par les principes d'efficacité, d'efficience et d'économie.	Pas de modification
Responsabilité et obligations	Responsabilité et obligation redditionnelle	Pas de modification
Règle 101.2	Règle 101.2	Pas de modification
Tous les fonctionnaires de l'Organisation sont tenus de respecter le Règlement financier et les règles de gestion financière, ainsi que les instructions administratives y relatives. Tout fonctionnaire qui contrevient au Règlement financier et aux règles de gestion financière ou aux	Tous les fonctionnaires de l'Organisation sont tenus de respecter le Règlement financier et les règles de gestion financière, ainsi que les instructions administratives y relatives. Tout fonctionnaire qui contrevient au Règlement financier et aux règles de gestion financière ou aux	Pas de modification

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
instructions administratives connexes peut être tenu personnellement et pécuniairement responsable des conséquences de ses actes.	instructions administratives connexes peut être tenu personnellement et pécuniairement responsable des conséquences de ses actes.	
Définitions	Définitions	Pas de modification
Règle 101.3	Règle 101.3	Pas de modification
Aux fins des présentes règles :	Aux fins des présentes règles :	Pas de modification
a) « Comité consultatif » s'entend du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;	a) « Comité consultatif » s'entend du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;	
b) « Département » s'entend de tout département, bureau, service ou autre unité organique;	b) « Département » s'entend de tout département, bureau, service ou autre unité organique;	
c) « Chef de département » s'entend du Secrétaire général adjoint, du Sous-Secrétaire général, du Directeur ou de tout autre fonctionnaire chargé d'un « département » au sens de l'alinéa b) ci-dessus.	c) « Chef de département » s'entend du Secrétaire général adjoint, du Sous-Secrétaire général, du Directeur ou de tout autre fonctionnaire chargé d'un « département » au sens de l'alinéa b) ci-dessus.	
Article II. Budgets	Article II. Budgets	Pas de modification
A. Budget-programme	A. Budget-programme	Pas de modification
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Règle 102.1	Règle 102.1	Pas de modification
a) Le Secrétaire général décide de la teneur des programmes et de la répartition des ressources devant figurer dans le projet de budget-programme qui doit être soumis à l'Assemblée générale.	a) Le Secrétaire général décide de la teneur des programmes et de la répartition des ressources devant figurer dans le projet de budget-programme qui doit être soumis à l'Assemblée générale.	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire ». Le renvoi à la circulaire ST/SGB/2000/8 a été supprimé pour éviter que la règle doive être révisée en cas de révision de la circulaire.
b) Les chefs de département préparent leurs propositions pour le budget-programme de l'exercice budgétaire à venir aux dates et avec les précisions que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion, en conformité avec le Règlement financier et les règles de gestion financière, ainsi qu'avec le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.	b) Les chefs de département préparent leurs propositions pour le budget-programme de l'exercice à venir aux dates et avec les précisions que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion, en conformité avec le Règlement financier et les règles de gestion financière, ainsi qu'avec le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2000/8).	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Ordonnance, contenu et méthodologie	Ordonnance, contenu et méthodologie	Pas de modification
Règle 102.2	Règle 102.2	Pas de modification
<p>Outre qu'il doit être conforme aux prescriptions détaillées figurant dans le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le projet de budget-programme comprend :</p> <p>a) Un état détaillé des ressources par chapitre, programme et sous-programme; aux fins de comparaison, les dépenses de l'exercice budgétaire précédent et les crédits révisés ouverts pour l'exercice en cours sont indiqués en regard des crédits demandés pour l'exercice à venir;</p> <p>b) Un état des prévisions de recettes, y compris les recettes provenant des contributions du personnel et les montants nets des produits visés à l'article 3.3 du Règlement financier; les informations relatives aux activités lucratives font apparaître le montant estimatif des recettes brutes et des dépenses concernant chacune de ces activités ainsi que le montant net des recettes provenant de chacune d'elles, qui est porté en recettes au chapitre pertinent du budget.</p>	<p>Outre qu'il doit être conforme aux prescriptions détaillées figurant dans le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le projet de budget-programme comprend :</p> <p>a) Un état détaillé des ressources par chapitre, programme et sous-programme; aux fins de comparaison, les dépenses de l'exercice précédent et les crédits révisés ouverts pour l'exercice en cours sont indiqués en regard des crédits demandés pour l'exercice à venir;</p> <p>b) Un état des prévisions de recettes, y compris les recettes provenant des contributions du personnel et les recettes comptabilisées comme recettes accessoires en vertu de l'article 3.13 du Règlement financier; les informations relatives aux activités productrices de recettes font apparaître le montant estimatif des recettes brutes et des dépenses concernant chacune de ces activités ainsi que le montant net des recettes provenant de chacune d'elles qui est porté en recettes au chapitre pertinent du budget.</p>	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; nouvelle classification des recettes accessoires.
Publication du budget-programme approuvé	Publication du budget-programme approuvé	Pas de modification
Règle 102.3	Règle 102.3	Pas de modification
Le Secrétaire général adjoint à la gestion fait publier le budget-programme approuvé par l'Assemblée générale.	Le Secrétaire général adjoint à la gestion fait publier le budget-programme approuvé par l'Assemblée générale.	Pas de modification
Propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Pas de modification
Règle 102.4	Règle 102.4	Pas de modification

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Des propositions révisées ou supplémentaires peuvent être présentées pour le budget-programme dans les cas ci-après :	Des propositions révisées ou supplémentaires peuvent être présentées pour le budget-programme dans les cas ci-après :	Pas de modification
a) Lorsque, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, il faut obtenir qu'elles soient approuvées d'urgence;	a) Lorsque, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, il faut obtenir qu'elles soient approuvées d'urgence;	
b) Lorsqu'elles concernent des activités que le Secrétaire général considère de la plus extrême urgence et qui ne pouvaient être prévues lors de l'établissement du projet de budget-programme;	b) Lorsqu'elles concernent des activités que le Secrétaire général considère de la plus extrême urgence et qui ne pouvaient être prévues lors de l'établissement du projet de budget-programme;	
c) Lorsqu'elles découlent de décisions de l'Assemblée générale;	c) Lorsqu'elles découlent de décisions de l'Assemblée générale;	
d) Lorsqu'elles découlent de décisions du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social ou du Conseil de tutelle;	d) Lorsqu'elles découlent de décisions du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social ou du Conseil de tutelle;	
e) Lorsqu'elles portent sur des activités qui, aux termes de propositions antérieures relatives au budget-programme, devaient être présentées ultérieurement;	e) Lorsqu'elles portent sur des activités qui, aux termes de propositions antérieures relatives au budget-programme, devaient être présentées ultérieurement;	
f) Lorsqu'elles concernent des modifications du montant des dépenses dues à l'inflation ou aux fluctuations monétaires.	f) Lorsqu'elles concernent des modifications du montant des dépenses dues à l'inflation ou aux fluctuations monétaires.	
Forme et présentation des propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Forme et présentation des propositions révisées ou supplémentaires relatives au budget-programme	Pas de modification
Règle 102.5	Règle 102.5	Pas de modification
a) Les chefs de département préparent les propositions révisées et les propositions supplémentaires pour le budget-programme avec les précisions et aux dates que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion.	a) Les chefs de département préparent les propositions révisées et les propositions supplémentaires pour le budget-programme avec les précisions et aux dates que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion.	
b) Le Secrétaire général décide de la teneur des programmes et de la répartition des ressources figurant dans toutes les propositions révisées ou supplémentaires concernant le budget-programme qui doivent être soumises à l'Assemblée générale.	b) Le Secrétaire général décide de la teneur des programmes et de la répartition des ressources figurant dans toutes les propositions révisées ou supplémentaires concernant le budget-programme qui doivent être soumises à l'Assemblée générale.	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Résolutions ayant des incidences sur le budget-programme	Résolutions ayant des incidences sur le budget-programme	Pas de modification
Règle 102.6	Règle 102.6	Pas de modification
Tous les chefs de département sont tenus d'établir et de présenter aux organes délibérants compétents les états d'incidence sur le budget-programme visés à l'article 2.10, après avoir obtenu l'accord du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Tous les chefs de département sont tenus d'établir et de présenter aux organes délibérants compétents les états d'incidence sur le budget-programme visés à l'article 2.10, après avoir obtenu l'accord du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Pas de modification
Dépenses imprévues et extraordinaires	Dépenses imprévues et extraordinaires	Pas de modification
Règle 102.7	Règle 102.7	Pas de modification
a) L'autorisation de contracter des engagements en vertu des résolutions de l'Assemblée générale relatives aux dépenses imprévues et extraordinaires est donnée par le Secrétaire général adjoint à la gestion.	a) L'autorisation de contracter des engagements en vertu des résolutions de l'Assemblée générale relatives aux dépenses imprévues et extraordinaires est donnée par le Secrétaire général adjoint à la gestion.	Modification formelle dans la version française
b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion présente à l'Assemblée générale, dans les rapports sur l'exécution du budget-programme, un état de tous les engagements relatifs à des dépenses imprévues et extraordinaires.	b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion présente à l'Assemblée générale, dans les rapports sur l'exécution du budget-programme, un état de tous les engagements relatifs à des dépenses imprévues et extraordinaires.	
B. Budgets des opérations de maintien de la paix	B. Budgets des opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Pouvoirs, responsabilité, présentation et approbation	Pouvoirs, responsabilité, présentation et approbation	Pas de modification
Règle 102.8	Règle 102.8	Pas de modification
a) Le Secrétaire général décide des objectifs, des réalisations escomptées, des produits, des activités et de la répartition des ressources figurant dans tous les budgets des opérations de maintien de la paix soumis à l'Assemblée générale.	a) Le Secrétaire général décide des objectifs, des réalisations escomptées, des produits, des activités et de la répartition des ressources figurant dans tous les budgets des opérations de maintien de la paix soumis à l'Assemblée générale.	Pas de modification
b) Les prévisions budgétaires relatives aux opérations de maintien de la paix sont établies aux dates, avec les précisions et selon les modalités de présentation que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion et conformément aux instructions de l'Assemblée générale.	b) Les prévisions budgétaires relatives aux opérations de maintien de la paix sont établies aux dates, avec les précisions et selon les modalités de présentation que prescrit le Secrétaire général adjoint à la gestion et conformément aux instructions de l'Assemblée générale.	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Article III. Contributions et autres recettes	Article III. Contributions et autres recettes	Pas de modification
A. Budget-programme	A. Budget-programme	Pas de modification
Demande de versement des contributions statutaires	Demande de versement des contributions statutaires	Pas de modification
Règle 103.1	Règle 103.1	Pas de modification
Le Secrétaire général adjoint à la gestion applique l'article 3.4 du Règlement financier dans les 30 jours suivant la date à laquelle l'Assemblée générale décide d'approuver ou de modifier le budget-programme et le montant du Fonds de roulement. Les demandes de versement des contributions statutaires et des avances au Fonds de roulement adressées aux États Membres indiquent aussi dans quelle mesure et à quelles conditions ceux-ci peuvent acquitter leurs contributions et avances dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.	Le Secrétaire général adjoint à la gestion applique l'article 3.3 du Règlement financier dans les 30 jours suivant la date à laquelle l'Assemblée générale décide d'approuver ou de modifier le budget-programme et le montant du Fonds de roulement. Les demandes de versement des contributions statutaires et des avances au Fonds de roulement adressées aux États Membres indiquent aussi dans quelle mesure et à quelles conditions ceux-ci peuvent acquitter leurs contributions et avances dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.	Modification du numéro de l'article du Règlement financier auquel il est fait référence
Contributions statutaires des États non membres	Contributions statutaires des États non membres	Pas de modification
Règle 103.2	Règle 103.2	Pas de modification
Au début de chaque année civile, le Secrétaire général adjoint à la gestion détermine la base de calcul des contributions des États non membres, calcule la contribution due par chacun d'eux en appliquant les critères approuvés par l'Assemblée générale, et leur en communique le montant.	Au début de chaque année civile, le Secrétaire général adjoint à la gestion détermine la base de calcul des contributions des États non membres, calcule la contribution due par chacun d'eux en appliquant les critères approuvés par l'Assemblée générale, et leur en communique le montant.	Pas de modification
Monnaie de comptabilisation et de versement des contributions statutaires	Monnaie de comptabilisation et de versement des contributions statutaires	Pas de modification
Règle 103.3	Règle 103.3	Pas de modification
a) Dans la mesure autorisée par l'Assemblée générale, et nonobstant l'article 3.10, les contributions et les avances au Fonds de roulement peuvent être acquittées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis si le Secrétaire général adjoint à la gestion constate que :	a) Dans la mesure autorisée par l'Assemblée générale, et nonobstant l'article 3.9, les contributions et les avances au Fonds de roulement peuvent être acquittées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis si le Secrétaire général adjoint à la gestion constate que :	Modification du numéro de l'article du Règlement financier auquel il est fait référence. Modification formelle dans la version française

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>i) Des charges doivent être acquittées dans ces monnaies;</p> <p>ii) Les monnaies en question représentent des fonds librement transférables et couramment utilisables dans le pays où elles sont destinées à être employées, ou dans le pays donateur s'il s'agit d'un autre pays, sans qu'il soit besoin de négocier au sujet de la réglementation ou du contrôle des changes ou autres.</p> <p>b) L'équivalent en dollars des États-Unis des contributions acquittées dans des monnaies autres que le dollar est calculé au taux de change le plus favorable dont l'Organisation peut se prévaloir à la date du paiement (normalement le prix d'achat sur le marché).</p>	<p>i) Des dépenses doivent être réglées dans ces monnaies;</p> <p>ii) Les monnaies en question représentent des fonds librement transférables et couramment utilisables dans le pays où elles sont destinées à être employées, ou dans le pays donateur s'il s'agit d'un autre pays, sans qu'il soit besoin de négocier au sujet de la réglementation ou du contrôle des changes ou autres.</p> <p>b) L'équivalent en dollars des États-Unis des contributions acquittées dans des monnaies autres que le dollar est calculé au taux de change le plus favorable dont l'Organisation peut se prévaloir à la date du paiement (normalement le prix d'achat sur le marché).</p>	
C. Contributions volontaires, dons et donations	C. Contributions volontaires, dons et donations	Pas de modification
Pouvoirs et obligations financières	Pouvoirs et obligations	Modification formelle de la version française
Règle 103.4	Règle 103.4	Pas de modification
<p>a) Dans les cas autres que ceux approuvés par l'Assemblée générale, l'acceptation de contributions volontaires, de dons ou de donations qui seront administrés par l'Organisation nécessite l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.</p> <p>b) Les contributions volontaires, dons ou donations qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'Organisation ne peuvent être acceptés qu'avec l'approbation de l'Assemblée générale.</p> <p>c) Les dons et les donations sont considérés et administrés comme des contributions volontaires.</p>	<p>a) Dans les cas autres que ceux approuvés par l'Assemblée générale, l'acceptation de contributions volontaires, de dons ou de donations qui seront administrés par l'Organisation nécessite l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.</p> <p>b) Les contributions volontaires, dons ou donations qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'Organisation ne peuvent être acceptés qu'avec l'approbation de l'Assemblée générale.</p> <p>c) Les dons et les donations sont considérés et administrés comme des contributions volontaires.</p>	Pas de modification
D. Produits	D. Recettes accessoires	Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS

Nouveaux États Membres et États non membres**Règle 103.5**

Les contributions des États non membres et celles des nouveaux États Membres pour l'année de leur admission sont comptabilisées comme recettes accessoires.

La règle 103.5 a été remplacée par le nouvel article 3.3 du Règlement financier.

Remboursement de charges**Règle 103.5**

a) Pour un exercice budgétaire donné, les sommes représentant le remboursement de montants passés en charges au cours de l'exercice peuvent être portées au crédit du compte sur lequel ces montants ont été imputés; les sommes représentant le remboursement de montants passés en charges au cours d'un exercice budgétaire antérieur sont comptabilisées comme produits divers ou accessoires.

b) Après la clôture d'un compte extrabudgétaire (fonds d'affectation spéciale, compte spécial, projet, etc.), les montants s'y rapportant sont comptabilisés comme produits divers ou accessoires conformément à l'article 3.3 du Règlement financier.

Remboursement de dépenses**Règle 103.6**

a) Pour un exercice donné, les sommes représentant le remboursement de dépenses encourues au cours de l'exercice peuvent être portées au crédit du compte sur lequel les dépenses ont été imputées; les sommes représentant le remboursement de dépenses encourues au cours d'un exercice antérieur sont comptabilisées comme recettes accessoires.

« Dépenses » a été remplacé par « charges ».

Modification apportée à la numérotation.

« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »; comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; modification formelle.

b) Les ajustements à opérer après la clôture d'un compte extrabudgétaire (fonds d'affectation spéciale, compte spécial, projet, etc.) sont portés au débit ou au crédit de ce compte au titre des recettes accessoires.

Modifications dont l'objet est d'indiquer qu'après la clôture d'un compte, les montants s'y rapportant ne peuvent plus y être inscrits; Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS
Modification formelle de la version française

Produit des activités productrices de recettes et de la location de bureaux de l'Organisation**Règle 103.7**

Le produit des activités productrices de recettes et de la location de bureaux de l'Organisation est porté au crédit du compte des recettes accessoires.

Cette règle est supprimée car l'information correspondante se retrouve désormais à l'article 3.3.

E. Encaissements**Encaissement et dépôt des fonds****Règle 103.6****E. Encaissements****Encaissement et dépôt des fonds****Règle 103.8**

Pas de modification

Pas de modification

Modification apportée à la numérotation

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>a) L'Organisation reçoit des fonds, délivre des reçus et verse les fonds sur un compte en banque officiel dans les meilleurs délais afin qu'ils soient comptabilisés conformément aux procédures établies par le Secrétaire général adjoint à la gestion.</p> <p>b) Si des fonctionnaires autres que ceux désignés par le Secrétaire général adjoint reçoivent des sommes destinées à l'Organisation, ils les remettent rapidement à un fonctionnaire habilité à délivrer des reçus officiels.</p>	<p>a) Un reçu officiel est délivré dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception de fonds ou d'instruments négociables.</p> <p>b) Seuls les fonctionnaires désignés par le Secrétaire général adjoint à la gestion sont habilités à délivrer des reçus officiels. Si d'autres fonctionnaires reçoivent des sommes destinées à l'Organisation, ils sont tenus de les remettre immédiatement à un fonctionnaire habilité à délivrer des reçus officiels.</p> <p>c) Toutes les sommes reçues sont déposées sur un compte en banque officiel dans les deux jours ouvrables suivant leur encaissement.</p>	<p>Modifications dont l'objet est d'adopter la nouvelle terminologie issue de l'harmonisation du Règlement financier et des règles de gestion financière et de couvrir les situations où il n'y a pas d'établissement bancaire facilement accessible.</p>
Article IV. Dépôt des fonds	Article IV. Dépôt des fonds	Pas de modification
A. Comptes internes	A. Comptes internes	Pas de modification
Avances provenant du Fonds de roulement	Avances provenant du Fonds de roulement	Pas de modification
Règle 104.1	Règle 104.1	Pas de modification
Il ne peut être prélevé de somme à titre d'avance sur le Fonds de roulement qu'aux fins et dans les conditions prescrites par l'Assemblée générale, et ce uniquement avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Il ne peut être prélevé de somme à titre d'avance sur le Fonds de roulement qu'aux fins et dans les conditions prescrites par l'Assemblée générale, et ce uniquement avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Pas de modification
Avances provenant du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Avances provenant du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	Pas de modification
Règle 104.2	Règle 104.2	Pas de modification
Il ne peut être prélevé de somme à titre d'avance sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix qu'aux fins et dans les conditions prescrites, selon le cas, par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale ou le Comité consultatif, et ce uniquement avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Il ne peut être prélevé de somme à titre d'avance sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix qu'aux fins et dans les conditions prescrites, selon le cas, par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale ou le Comité consultatif, et ce uniquement avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Pas de modification
Fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux	Fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux	Pas de modification

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Règle 104.3	Règle 104.3	Pas de modification
L'Assemblée générale ou le Secrétaire général peuvent créer des fonds d'affectation spéciale, des comptes de réserve ou des comptes spéciaux pour financer certaines tâches confiées à l'Organisation. Lorsque de tels fonds ou comptes sont créés par le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint à la gestion doit en approuver la création, l'objet et les limites.	L'Assemblée générale ou le Secrétaire général peuvent créer des fonds d'affectation spéciale, des comptes de réserve ou des comptes spéciaux pour financer certaines tâches confiées à l'Organisation. Lorsque de tels fonds ou comptes sont créés par le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint à la gestion doit en approuver la création, l'objet et les limites.	Pas de modification
B. Opérations bancaires	B. Comptes en banque	Modification formelle de la version française
Comptes en banque, pouvoirs et principes directeurs	Comptes en banque, pouvoirs et principes directeurs	Pas de modification
Règle 104.4	Règle 104.4	Pas de modification
Le Secrétaire général adjoint à la gestion désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Organisation doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque officiels nécessaires aux activités de l'Organisation et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Le Secrétaire général adjoint à la gestion autorise également toutes les fermetures de compte en banque. Les comptes en banque de l'Organisation doivent être ouverts et utilisés conformément aux principes suivants :	Le Secrétaire général adjoint à la gestion désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Organisation doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque officiels nécessaires aux activités de l'Organisation et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Le Secrétaire général adjoint à la gestion autorise également toutes les fermetures de compte en banque. Les comptes en banque de l'Organisation doivent être ouverts et utilisés conformément aux principes suivants :	
a) Les comptes en banque sont qualifiés « comptes officiels de l'Organisation des Nations Unies » et l'autorité compétente est avisée que ces comptes sont exonérés de tous impôts;	a) Les comptes en banque sont qualifiés « comptes officiels de l'Organisation des Nations Unies » et l'autorité compétente est avisée que ces comptes sont exonérés de tous impôts;	
b) Il est demandé aux banques de fournir des relevés d'opérations bancaires en temps voulu;	b) Il est demandé aux banques de fournir des relevés mensuels en temps voulu;	À l'alinéa b), « relevé mensuel » a été remplacé par « relevé d'opérations bancaires ».
c) Deux signatures, ou leur équivalent électronique, doivent figurer sur tous les chèques et autres ordres de retrait, y compris les titres de paiement électronique;	c) Deux signatures, ou leur équivalent électronique, doivent figurer sur tous les chèques et autres ordres de retrait, y compris les titres de paiement électronique;	
d) Toutes les banques doivent reconnaître que le Secrétaire général adjoint à la gestion est habilité à recevoir, à sa demande, aussi rapidement que	d) Toutes les banques doivent reconnaître que le Secrétaire général adjoint à la gestion est habilité à recevoir, à sa demande, aussi rapidement que	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
possible, tous renseignements concernant les comptes en banque officiels de l'Organisation.	possible, tous renseignements concernant les comptes en banque officiels de l'Organisation.	
Signature	Signature	Pas de modification
Règle 104.5	Règle 104.5	Pas de modification
Le pouvoir de signer les ordres relatifs aux comptes en banque et la responsabilité en la matière sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. Les fonctionnaires autorisés à signer les ordres relatifs aux comptes en banque ne peuvent exercer les fonctions d'ordonnancement visées à la règle 105.6. Ils doivent :	Le pouvoir de signer tous ordres relatifs aux comptes en banque et la responsabilité en la matière sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. Les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs aux comptes en banque ne peuvent exercer les fonctions d'ordonnancement visées à la règle 105.6. Ils doivent :	Modifications apportées pour remplacer la terminologie devenue obsolète par celle issue de l'harmonisation du Règlement financier et des règles de gestion financière. Modifications formelles de la version française.
a) Veiller à ce que les comptes soient suffisamment provisionnés lorsque des chèques et autres ordres de paiement sont présentés au paiement;	a) Veiller à ce que les comptes soient suffisamment provisionnés lorsque des chèques et autres ordres de paiement sont présentés au paiement;	
b) Vérifier que tous les chèques et autres ordres de paiement sont libellés à l'ordre du bénéficiaire désigné approuvé par un agent ordonnateur (désigné conformément à la règle 105.6), et établis conformément aux lois, règles et normes bancaires ;	b) Vérifier que tous les chèques et autres ordres de paiement sont provisionnés, datés et libellés à l'ordre du bénéficiaire désigné approuvé par un agent ordonnateur (désigné conformément à la règle 105.6), comme indiqué dans le bon de paiement, l'ordre de paiement et la facture initiale;	
c) Veiller à ce que les chèques et autres instruments bancaires soient dûment conservés jusqu'à ce que, devenus périmés, ils soient détruits conformément à la règle 106.11.	c) Veiller à ce que les chèques et autres instruments bancaires soient dûment conservés jusqu'à ce que, devenus périmés, ils soient détruits conformément à la règle 106.11.	
Opérations de change	Opérations de change	Pas de modification
Règle 104.6	Règle 104.6	Pas de modification
Les fonctionnaires chargés des opérations relatives aux comptes en banque de l'Organisation ou de la garde des espèces ou instruments négociables appartenant à l'Organisation ne sont autorisés à faire des opérations de change que dans la mesure où les activités de l'Organisation l'exigent ou pour la couverture des risques de change .	Les fonctionnaires chargés des opérations relatives aux comptes en banque de l'Organisation ou de la garde des espèces ou instruments négociables appartenant à l'Organisation ne sont autorisés à faire des opérations de change que dans la mesure où les activités de l'Organisation l'exigent.	Modification dont l'objet est de mentionner la couverture des risques de change
Versement de fonds aux bureaux extérieurs	Versement de fonds aux bureaux extérieurs	Pas de modification

Règle 104.7

Les fonds nécessaires aux bureaux extérieurs leur sont versés par le Siège. Sauf autorisation spéciale du Secrétaire général adjoint à la gestion, les versements ne peuvent dépasser le montant voulu pour porter les liquidités de chaque bureau à un niveau correspondant aux besoins estimatifs **du mois à venir**.

Avances de caisse**Règle 104.8**

a) Des avances de caisse (petite caisse et caisse centrale) ne peuvent être faites que par les fonctionnaires à ce habilités par le Secrétaire général adjoint à la gestion et qu'aux fonctionnaires désignés par lui.

b) Les comptes y relatifs sont tenus suivant la méthode du fonds de caisse à montant fixe, et le montant et l'objet de chaque avance sont définis par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

c) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut approuver toute autre avance de fonds que le Statut et le Règlement du personnel et les instructions administratives autorisent et qu'il peut par ailleurs autoriser par écrit.

d) Un reçu écrit du bénéficiaire doit être obtenu pour toutes les avances de caisse.

Règle 104.9

Les fonctionnaires auxquels il est fait des avances de fonds sont personnellement et pécuniairement responsables de la gestion et de la garde des fonds ainsi avancés et doivent être à tout moment en mesure de rendre compte de leur utilisation. Ils présentent les pièces comptables voulues une fois par mois, sauf instructions contraires du Secrétaire général adjoint à la gestion.

Décaissements**Règle 104.7**

Les fonds nécessaires aux bureaux extérieurs leur sont versés par le Siège. Sauf autorisation spéciale du Secrétaire général adjoint à la gestion, les versements ne peuvent dépasser le montant voulu pour porter les liquidités de chaque bureau à un niveau correspondant aux besoins estimatifs des deux mois et demi à venir.

Avances de caisse**Règle 104.8**

a) Des avances de caisse (petite caisse et caisse centrale) ne peuvent être faites que par les fonctionnaires à ce habilités par le Secrétaire général adjoint à la gestion et qu'aux fonctionnaires désignés par lui.

b) Les comptes y relatifs sont tenus suivant la méthode du fonds de caisse à montant fixe, et le montant et l'objet de chaque avance sont définis par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

c) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut approuver toute autre avance de fonds que le Statut et le Règlement du personnel et les instructions administratives autorisent et qu'il peut par ailleurs autoriser par écrit.

Règle 104.9

Les fonctionnaires auxquels il est fait des avances de fonds sont personnellement et pécuniairement responsables de la gestion et de la garde des fonds ainsi avancés et doivent être à tout moment en mesure de rendre compte de leur utilisation. Ils présentent les pièces comptables voulues une fois par mois, sauf instructions contraires du Secrétaire général adjoint à la gestion.

Décaissements

Pas de modification

La période pour laquelle il convient d'établir les besoins estimatifs en liquidités est passée de deux mois et demi à un mois, puisque, dans les faits, les versements servent à porter les liquidités de chaque bureau à un niveau correspondant aux besoins estimatifs d'un mois seulement.

Pas de modification

Pas de modification

Le nouvel alinéa d), dont le libellé correspond à une partie de l'alinéa c) de l'actuelle règle 104.10, a été ajouté ici, car il est important que des reçus soient obtenus pour les avances de caisse.

Pas de modification

Pas de modification

Pas de modification

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Règle 104.10	Règle 104.10	Pas de modification
a) Tous les décaissements se font par chèque, par virement télégraphique ou par virement électronique, à moins que le Secrétaire général adjoint à la gestion n'autorise un versement en espèces.	a) Tous les décaissements se font par chèque, par virement télégraphique ou par virement électronique, à moins que le Secrétaire général adjoint à la gestion n'autorise un versement en espèces.	Des éléments redondants ont été supprimés à l'alinéa b) et l'alinéa c) a été supprimé ici et ajouté à la règle 104.8; en effet, il n'est pas possible, d'un point de vue pratique, d'obtenir un reçu pour chaque décaissement.
b) Les décaissements sont comptabilisés à la date où ils sont effectués.	b) Les décaissements sont comptabilisés à la date où ils sont effectués, c'est-à-dire à la date d'émission du chèque, du virement ou du versement des espèces.	
	c) Un reçu écrit du bénéficiaire doit être obtenu pour tous les décaissements, excepté lorsqu'un chèque payé est retourné par la banque ou qu'un avis de débit est reçu de celle-ci.	
Rapprochement des comptes bancaires	Rapprochement des comptes bancaires	Pas de modification
Règle 104.11	Règle 104.11	Pas de modification
Chaque mois, sauf exception autorisée par le Secrétaire général adjoint à la gestion, toutes les opérations financières, y compris les frais et commissions bancaires, doivent être rapprochées des informations fournies par les banques conformément à la règle 104.4. Ce rapprochement doit être effectué par un fonctionnaire ne participant effectivement ni à l'encaissement ni au décaissement des fonds; si cela est impossible dans un bureau extérieur en raison de la composition des effectifs, d'autres dispositions peuvent être prises en consultation avec le Secrétaire général adjoint à la gestion.	Chaque mois, sauf exception autorisée par le Secrétaire général adjoint à la gestion, toutes les opérations financières, y compris les frais et commissions bancaires, doivent être rapprochées des informations fournies par les banques conformément à la règle 104.4. Ce rapprochement doit être effectué par un fonctionnaire ne participant effectivement ni à l'encaissement ni au décaissement des fonds; si cela est impossible dans un bureau extérieur en raison de la composition des effectifs, d'autres dispositions peuvent être prises en consultation avec le Secrétaire général adjoint à la gestion.	Pas de modification
C. Placements	C. Placements	Pas de modification
Pouvoirs, responsabilité et principes directeurs	Pouvoirs, responsabilité et principes directeurs	Pas de modification
Règle 104.12	Règle 104.12	Pas de modification
a) Le pouvoir d'effectuer des placements en vertu de l'article 4.16 est délégué au Secrétaire général adjoint à la gestion, qui est également chargé de les gérer avec prudence.	a) Le pouvoir d'effectuer des placements en vertu des articles 4.16 et 4.17 est délégué au Secrétaire général adjoint à la gestion, qui est également chargé de les gérer avec prudence.	Modification du numéro de l'article auquel il est fait référence.

b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion veille, notamment en donnant des directives à cet effet, à ce que les fonds soient placés avec le minimum de risques, en conservant les liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Organisation. Il faut en outre que les placements soient choisis de manière à obtenir le taux de rendement le plus élevé que l'Organisation puisse raisonnablement espérer et soient compatibles avec les principes de l'Organisation.

Règle 104.13

Il est tenu un registre de tous les placements, où figurent toutes les précisions nécessaires, notamment la valeur nominale, le prix payé, la date d'échéance, le lieu du dépôt, le prix de cession et le montant des produits qui en sont issus.

Règle 104.14

a) Tous les placements sont effectués et administrés par l'intermédiaire d'établissements financiers réputés désignés par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

b) Toutes les opérations de placement, y compris les cessions, exigent l'autorisation et la signature de deux fonctionnaires désignés à cette fin par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

Produits

Règle 104.15

a) Les produits provenant des placements effectués au titre du Fonds général sont comptabilisés comme tels et portés au crédit du Fonds.

b) En application de l'article 4.19, les produits provenant de placements effectués au titre des fonds d'affectation spéciale, comptes de réserve et comptes spéciaux sont portés au crédit du Fonds général.

b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion veille, notamment en donnant des directives à cet effet, à ce que les fonds soient placés avec le minimum de risques, en conservant les liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Organisation. Il faut en outre que les placements soient choisis de manière à obtenir le taux de rendement le plus élevé que l'Organisation puisse raisonnablement espérer et soient compatibles avec les principes de l'Organisation.

Règle 104.13

Les placements sont enregistrés dans un grand livre des placements qui donne pour chacun toutes les précisions nécessaires, notamment la valeur nominale, le prix payé, la date d'échéance, le lieu du dépôt, le produit de la cession et le montant des revenus obtenus.

Règle 104.14

a) Tous les placements sont effectués et administrés par l'intermédiaire d'établissements financiers réputés désignés par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

b) Toutes les opérations de placement, y compris les cessions, exigent l'autorisation et la signature de deux fonctionnaires désignés à cette fin par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

Revenus

Règle 104.15

a) Les revenus des placements du Fonds général sont comptabilisés comme recettes accessoires.

b) Les revenus des placements des fonds d'affectation spéciale et des comptes spéciaux sont portés au crédit du fonds ou du compte concerné.

Pas de modification

Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS

Pas de modification

Pas de modification

Comptabilisation des produits conformément aux normes IPSAS

Pas de modification

Comptabilisation des produits selon les normes IPSAS; nouvelle classification des recettes accessoires; modification ayant pour objet de mettre cette règle en conformité avec l'article 4.19, qui stipule qu'il n'est pas crédité d'intérêts aux fonds et comptes en question.

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Pertes	Pertes	Pas de modification
Règle 104.16	Règle 104.16	Pas de modification
<p>a) Toute perte liée à un placement doit être comptabilisée et signalée conformément aux politiques établies par le Secrétaire général adjoint à la gestion et aux Normes comptables internationales pour le secteur public.</p> <p>b) Les pertes liées aux placements sont supportées par le fonds, fonds d'affection spéciale, compte de réserve ou compte spécial d'où provenaient les fonds placés.</p>	<p>a) Toute perte liée à un placement doit être immédiatement signalée au Secrétaire général adjoint à la gestion, qui peut autoriser à la passer par profits et pertes. Un état récapitulatif de toutes les pertes liées aux placements est communiqué au Comité des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant la fin de l'exercice.</p> <p>b) Les pertes liées aux placements sont supportées par le fonds, fonds d'affection spéciale, compte de réserve ou compte spécial d'où provenaient les fonds placés.</p>	<p>Toute perte liée à un placement doit être comptabilisée conformément aux normes IPSAS. Comme cette information figurera dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de préciser qu'elle sera communiquée au Comité des commissaires aux comptes.</p>
Article V. Utilisation des fonds	Article V. Utilisation des fonds	Pas de modification
A. Ouverture de crédits	A. Ouverture de crédits	Pas de modification
Virement de crédits	Virement de crédits	Pas de modification
Règle 105.1	Règle 105.1	Pas de modification
<p>Le Secrétaire général adjoint à la gestion doit obtenir l'accord du Comité consultatif pour pouvoir virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget-programme dans les cas où l'Assemblée générale a délégué au Comité le pouvoir de donner l'autorisation visée à l'article 5.6.</p>	<p>Le Secrétaire général adjoint à la gestion doit obtenir l'accord du Comité consultatif pour pouvoir virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget-programme dans les cas où l'Assemblée générale a délégué au Comité le pouvoir de donner l'autorisation visée à l'article 5.6.</p>	Pas de modification
Engagements afférents à des exercices budgétaires ultérieurs	Engagements afférents à des exercices ultérieurs	« Exercice » a été remplacé par « exercice budgétaire »
Règle 105.2	Règle 105.2	Pas de modification
<p>Conformément à l'article 5.7, le pouvoir d'approuver des engagements afférents à des exercices budgétaires ultérieurs est délégué au Secrétaire général adjoint à la gestion. Celui-ci indique les engagements afférents aux exercices budgétaires ultérieurs dans une note relative aux états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Ces engagements sont les premières charges</p>	<p>Conformément à l'article 5.7, le pouvoir d'approuver des engagements afférents à des exercices ultérieurs est délégué au Secrétaire général adjoint à la gestion. Celui-ci comptabilise tous ces engagements (règle 106.7), qui sont les premières dépenses à imputer sur les crédits correspondants une fois approuvés par l'Assemblée générale.</p>	<p>Les engagements afférents à des exercices ultérieurs ne seront plus inscrits dans les comptes. Ils seront indiqués dans une note relative aux états financiers.</p>

imputées sur les crédits correspondants une fois approuvés par l'Assemblée générale.

B. Engagements et charges

Pouvoirs et responsabilité

Règle 105.3

Il ne peut être utilisé de fonds sans l'autorisation préalable du Secrétaire général adjoint à la gestion. Cette autorisation peut prendre la forme :

- a) D'une allocation de fonds ou autre autorisation d'engager ou de régler des montants déterminés, à des fins déterminées, pendant une période déterminée;
- b) D'une autorisation d'employer du personnel conformément aux tableaux d'effectifs approuvés.

Contrôles croisés

Règle 105.4

Nonobstant les fonctions assignées en application de la règle 104.5 en ce qui concerne la signature des ordres relatifs aux comptes bancaires, tous les engagements, décaissements et charges requièrent au moins deux signatures autorisées, sous forme classique ou électronique. Tous les ordres relatifs aux engagements, décaissements et charges doivent d'abord être signés (« certifiés ») par un agent certificateur dûment désigné (règle 105.5). Après la certification, un agent ordonnateur dûment désigné (règle 105.6) doit signer pour « approuver » l'établissement des engagements, la comptabilisation des charges et les décaissements. Les charges imputées sur un engagement de dépenses constaté et certifié n'ont pas à être certifiées de nouveau si elles ne dépassent pas le montant dudit engagement de plus de 10 % ou de 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres

B. Engagements de dépenses et dépenses

Pouvoirs et responsabilité

Règle 105.3

Il ne peut être utilisé de fonds sans l'autorisation préalable du Secrétaire général adjoint à la gestion. Cette autorisation peut prendre la forme :

- a) D'une allocation de fonds ou autre autorisation d'engager ou d'effectuer des dépenses imputables sur les fonds spécifiés, à des fins déterminées, pendant une période donnée;
- b) D'une autorisation d'employer du personnel conformément aux tableaux d'effectifs approuvés.

Contrôles croisés

Règle 105.4

Nonobstant les fonctions assignées en application de la règle 104.5 en ce qui concerne la signature des ordres relatifs aux comptes bancaires, tous les engagements de dépenses et dépenses requièrent au moins deux signatures autorisées, sous forme classique ou électronique. Tous les engagements de dépenses et dépenses doivent d'abord être signés (« certifiés ») par un agent certificateur dûment désigné (règle 105.5). Après la certification, un agent ordonnateur dûment désigné (règle 105.6) doit signer pour « approuver » l'établissement de l'engagement, la comptabilisation de la dépense et le paiement. Les dépenses imputées sur un engagement de dépense constaté et certifié n'ont pas à être certifiées de nouveau si elles ne dépassent pas le montant dudit engagement de plus de 10 % ou de 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), si cette somme est inférieure

Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS.

Pas de modification

Pas de modification

Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; Modification formelle de la version française

Pas de modification

Pas de modification

Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS.

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
monnaies), si cette somme est inférieure (règle 105.7). Les charges inférieures à 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies) pour lesquelles il n'est pas nécessaire de constater un engagement doivent être à la fois certifiées et approuvées.	(règle 105.7). Les dépenses inférieures à 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies) pour lesquelles il n'est pas nécessaire de constater un engagement doivent être à la fois certifiées et approuvées.	
Agents certificateurs	Agents certificateurs	Pas de modification
Règle 105.5	Règle 105.5	Pas de modification
a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion nomme un ou plusieurs fonctionnaires agent(s) certificateur(s) pour le(s) compte(s) d'un chapitre ou sous-chapitre d'un budget approuvé. Le pouvoir de certifier et la responsabilité y relative sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. Un agent certificateur ne peut exercer les fonctions d'ordonnancement assignées en application de la règle 105.6.	a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion nomme un ou plusieurs fonctionnaires agent(s) certificateur(s) pour le(s) compte(s) d'un chapitre ou sous-chapitre d'un budget approuvé. Le pouvoir de certifier et la responsabilité y relative sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. Un agent certificateur ne peut exercer les fonctions d'ordonnancement assignées en application de la règle 105.6.	Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS
b) Les agents certificateurs sont chargés de gérer l'utilisation des ressources, y compris les postes, conformément aux fins pour lesquelles ces ressources ont été approuvées, aux principes d'efficience et d'efficacité et aux Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation. Les agents certificateurs tiennent des registres détaillés de tous les engagements, décaissements et charges imputés sur les comptes dont la responsabilité leur a été déléguée. Ils doivent être prêts à présenter toutes les pièces justificatives, explications et justifications que le Secrétaire général adjoint à la gestion peut leur demander.	b) Les agents certificateurs sont chargés de gérer l'utilisation des ressources, y compris les postes, conformément aux fins pour lesquelles ces ressources ont été approuvées, aux principes d'efficience et d'efficacité et aux Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation. Les agents certificateurs doivent tenir des registres détaillés de tous les engagements de dépenses et dépenses imputés sur les comptes dont la responsabilité leur a été déléguée. Ils doivent être prêts à présenter toutes les pièces justificatives, explications et justifications que le Secrétaire général adjoint à la gestion peut leur demander.	
Agents ordonnateurs	Agents ordonnateurs	Pas de modification
Règle 105.6	Règle 105.6	Pas de modification
a) Nommés par le Secrétaire général adjoint à la gestion, les agents ordonnateurs approuvent l'inscription dans les comptes des engagements, décaissements et charges relatifs aux marchés, accords, commandes et autres contrats, après avoir vérifié qu'ils sont réguliers et ont été certifiés par un agent certificateur dûment désigné. Les agents autorisent également les paiements après s'être	a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion nomme les agents ordonnateurs, qui sont chargés d'approuver l'inscription dans les comptes des engagements de dépenses et des dépenses relatives à des marchés, accords, bons de commande et autres engagements, après avoir vérifié que ces engagements sont réguliers et ont été certifiés par un agent certificateur dûment désigné. Les agents	Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; « Services, fournitures ou matériels » a été remplacé par « biens et services ». Modification formelle de la version française

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>assurés que ceux-ci sont dûment exigibles en obtenant la confirmation que les biens et services requis ont été reçus suivant le marché, l'accord, la commande ou le contrat quel qu'il soit et, si leur coût dépasse 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), qu'ils répondent aux fins pour lesquelles l'engagement correspondant a été établi. Les agents ordonnateurs tiennent des registres détaillés et doivent être prêts à présenter toutes les pièces justificatives, explications et justifications demandées par le Secrétaire général adjoint à la gestion.</p> <p>b) Le pouvoir d'ordonnancement et la responsabilité correspondante sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. L'agent ordonnateur ne peut exercer les fonctions de certification assignées en application de la règle 105.5 ni les fonctions de signature d'ordres relatifs aux comptes bancaires assignées en application de la règle 104.5.</p>	<p>ordonnateurs sont également chargés d'autoriser les paiements après s'être assurés qu'ils sont dûment exigibles, en confirmant que les services, fournitures ou matériels requis ont été reçus conformément au marché, à l'accord, au bon de commande ou autres formes d'engagement dans le cadre duquel ils ont été commandés et, si leur coût dépasse 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), conformément aux fins pour lesquelles l'engagement de dépense correspondant a été établi. Les agents ordonnateurs doivent tenir des registres détaillés et être prêts à présenter toutes les pièces justificatives, explications et justifications demandées par le Secrétaire général adjoint à la gestion.</p> <p>b) Le pouvoir d'approuver les dépenses et la responsabilité y relative sont assignés à titre personnel et ne peuvent être délégués. Un agent ordonnateur ne peut exercer les fonctions de certification assignées en application de la règle 105.5 ni les fonctions de signature d'ordres relatifs aux comptes bancaires assignées en application de la règle 104.5.</p>	
Constataction et révision des engagements	Constataction et révision des engagements	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS
Règle 105.7	Règle 105.7	Pas de modification
<p>a) Sauf en ce qui concerne l'emploi du personnel inscrit aux tableaux d'effectifs autorisés et les engagements qui en découlent selon le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les montants alloués aux agents d'exécution, aucun contrat, tel que marché, accord ou commande portant sur une somme supérieure à 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), ne peut être conclu tant que les crédits correspondants n'ont pas été réservés dans les comptes par l'agent certificateur, qui constate un engagement pouvant donner lieu à un paiement ou à un décaissement. L'engagement subsiste jusqu'à ce qu'il ait été réglé, annulé ou reconduit conformément aux articles 5.4 et 5.5 du Règlement</p>	<p>a) Abstraction faite de l'emploi du personnel inscrit aux tableaux d'effectifs autorisés et des obligations qui en découlent aux termes du Statut et du Règlement du personnel ainsi que des allocations aux agents d'exécution, aucun engagement, tel que contrat, accord ou commande portant sur une somme supérieure à 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), ne peut être pris ou conclu tant que les crédits correspondants n'ont pas été réservés dans les comptes. Cela s'effectue par la constatation d'un engagement de dépense, par imputation sur lequel les paiements ou décaissements correspondants, effectués uniquement au titre d'obligations contractuelles ou autres, sont comptabilisés comme dépenses. Un engagement de</p>	<p>Modification formelle; comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS; comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; Modification formelle de la version française</p>

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
financier, selon le cas.	dépense est comptabilisé comme engagement non réglé durant la période stipulée à l'article 5.3 du Règlement financier jusqu'à ce qu'il ait été réimputé, réglé, ou annulé conformément aux articles 5.4 et 5.5, selon qu'il convient.	
b) Si, durant la période qui sépare l'établissement d'un engagement et le paiement final, le coût des biens ou services en cause a pour quelque raison que ce soit augmenté de moins de 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies) ou 10 % de l'engagement si ce montant est inférieur, le montant de l'engagement initial reste inchangé. Si, en revanche, l'augmentation dépasse 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), l'engagement initial doit être révisé pour tenir compte de cette augmentation des ressources nécessaires et une nouvelle certification de la part de l'agent certificateur est requise. Toute majoration d'un engagement, y compris toute majoration due à des fluctuations monétaires, est soumise aux mêmes règles que l'engagement initial.	b) Si, durant la période qui sépare l'établissement d'un engagement de dépense et le paiement final, le coût des biens ou services en cause a pour quelque raison que ce soit augmenté de moins de 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies) ou 10 % de l'engagement si ce montant est inférieur, le montant de l'engagement initial reste inchangé. Si, en revanche, l'augmentation dépasse 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies), l'engagement initial doit être révisé pour tenir compte de cette augmentation des ressources nécessaires et une nouvelle certification est requise. Toute majoration d'un engagement, y compris toute majoration due à des fluctuations monétaires, est soumise aux mêmes règles que l'engagement de dépenses initial.	
Examen, reconduction et annulation d'engagements	Examen, réimputation et annulation d'engagements	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS
Règle 105.8	Règle 105.8	Pas de modification
a) Les engagements non réglés sont examinés périodiquement par l'agent certificateur compétent. Si un engagement est jugé valable mais ne peut être réglé durant la période stipulée à l'article 5.3 du Règlement financier, les dispositions des articles 5.4 et 5.5 s'appliquent, selon qu'il convient. L'engagement qui n'est plus valable est immédiatement annulé, et les crédits correspondants sont libérés.	a) Les engagements de dépenses non réglés doivent être examinés périodiquement par l'agent certificateur compétent. Si un engagement est jugé valide mais ne peut être réglé durant la période stipulée à l'article 5.3 du Règlement financier, les dispositions des articles 5.4 et 5.5 s'appliquent, selon qu'il convient. Les engagements de dépenses qui ne sont plus valides sont immédiatement annulés, de même que les crédits correspondants.	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; Modification formelle de la version française
b) Lorsqu'un engagement qui a été comptabilisé est, pour une raison quelconque (autre que le paiement), réduit ou annulé, l'agent certificateur veille à ce que les comptes soient ajustés en conséquence.	b) Lorsqu'un engagement de dépenses qui a été comptabilisé est, pour une raison quelconque (autre que le paiement), réduit ou annulé, l'agent certificateur veille à ce que les comptes soient ajustés en conséquence.	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Documents d'engagement	Documents d'engagement de dépenses	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS
Règle 105.9	Règle 105.9	Pas de modification
Tout engagement doit être fondé sur un marché, un accord, une commande ou un autre contrat d'un autre type à caractère officiel, ou sur une dette reconnue par l'Organisation, et étayé par un document d'engagement en bonne et due forme.	Un engagement de dépenses doit être fondé sur un marché, accord, bon de commande ou autre engagement officiel, ou sur une dette reconnue par l'Organisation. Tous les engagements de dépenses doivent être étayés par un document d'engagement de dépenses en bonne et due forme.	Comptabilisation des engagements conformément aux normes IPSAS; Modification formelle de la version française
Montants à rembourser au titre des opérations de maintien de la paix	Remboursement de dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix	Comptabilisation des charges conformément aux normes IPSAS (français)
Règle 105.10	Règle 105.10	Pas de modification
Le paiement des sommes à rembourser aux États Membres sur la base des barèmes et des budgets des opérations de maintien de la paix approuvés par l'Assemblée générale nécessite l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Le paiement des sommes à rembourser aux États Membres sur la base des taux et des budgets des opérations de maintien de la paix approuvés par l'Assemblée générale ne peut être effectué qu'avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Modification formelle de la version française
Accords relatifs à la prestation de services de gestion	Accords relatifs à la prestation de services de gestion	Pas de modification
Règle 105.11	Règle 105.11	Pas de modification
a) Des services de gestion et autres services d'appui peuvent être fournis à des gouvernements, à des institutions spécialisées ou à d'autres organisations internationales ou intergouvernementales, ou à l'appui d'activités financées au moyen de fonds d'affectation spéciale ou de comptes spéciaux, sur la base du remboursement des coûts ou de la réciprocité ou sur une autre base compatible avec les politiques, buts et activités de l'Organisation, avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	a) Des services de gestion et autres services d'appui peuvent être fournis à des gouvernements, à des institutions spécialisées ou à d'autres organisations internationales ou intergouvernementales, ou à l'appui d'activités financées au moyen de fonds d'affectation spéciale ou de comptes spéciaux, sur la base du remboursement des coûts ou de la réciprocité ou sur une autre base compatible avec les politiques, buts et activités de l'Organisation, avec l'approbation du Secrétaire général adjoint à la gestion.	Pas de modification
b) Chaque arrangement relatif à des services de gestion et à des services d'appui fait l'objet d'un accord écrit entre l'Organisation et l'entité pour le compte de laquelle les services seront fournis. Ces accords indiquent notamment les services que	b) Chaque arrangement relatif à des services de gestion et à des services d'appui fait l'objet d'un accord écrit entre l'Organisation et l'entité pour le compte de laquelle les services seront fournis. Ces accords indiquent notamment les services que	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
l'Organisation doit fournir contre remboursement intégral des dépenses y afférentes.	l'Organisation doit fournir contre remboursement intégral des dépenses y afférentes.	
Versements à titre gracieux	Versements à titre gracieux	Pas de modification
Règle 105.12	Règle 105.12	Pas de modification
L'Organisation peut faire des versements à titre gracieux dans les cas où, bien que le Conseiller juridique estime qu'elle n'y est pas juridiquement tenue, le versement est dans son intérêt. Un état récapitulatif de tous les versements à titre gracieux est soumis au Comité des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant la fin de l'exercice. Le Secrétaire général adjoint à la gestion doit approuver tous les versements à titre gracieux.	L'Organisation peut faire des versements à titre gracieux dans les cas où, bien que le Conseiller juridique estime qu'elle n'y est pas juridiquement tenue, le versement est dans son intérêt. Un état récapitulatif de tous les versements à titre gracieux est soumis au Comité des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant la fin de l'exercice. Le Secrétaire général adjoint à la gestion doit approuver tous les versements à titre gracieux.	Pas de modification
C. Achats	C. Achats	Pas de modification
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Règle 105.13	Règle 105.13	Pas de modification
a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable des fonctions d'achat de l'Organisation; il établit tous les systèmes d'achat de celle-ci et désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions d'achat.	a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable des fonctions d'achat de l'Organisation; il établit tous les systèmes d'achat de celle-ci et désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions d'achat.	Pas de modification
b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion crée, au Siège et en d'autres lieux, des comités d'examen chargés de lui donner par écrit des avis sur les actes relatifs à la passation ou la révision des marchés, un terme comprenant, aux fins des présents Règlement et règles, les accords et autres instruments écrits, comme les bons de commande, et les contrats générateurs de recettes pour l'Organisation. Le Secrétaire général adjoint à la gestion arrête la composition et le mandat de ces comités, y compris la nature des actes relatifs à la passation des marchés proposés soumis à examen et leur valeur monétaire.	b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion crée, au Siège et en d'autres lieux, des comités d'examen chargés de lui donner par écrit des avis sur les actes relatifs à la passation ou la révision des marchés, un terme comprenant, aux fins des présents Règlement et règles, les accords et autres instruments écrits, comme les bons de commande, et les contrats générateurs de recettes pour l'Organisation. Le Secrétaire général adjoint à la gestion arrête la composition et le mandat de ces comités, y compris la nature des actes relatifs à la passation des marchés proposés soumis à examen et leur valeur monétaire.	
c) Lorsque l'avis d'un comité d'examen est requis, aucune décision définitive concernant la passation ou la révision d'un marché ne peut être	c) Lorsque l'avis d'un comité d'examen est requis, aucune décision définitive concernant la passation ou la révision d'un marché ne peut être	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
prise avant réception de cet avis. Si le Secrétaire général adjoint à la gestion décide de ne pas accepter l'avis du comité d'examen, il motive sa décision par écrit.	prise avant réception de cet avis. Si le Secrétaire général adjoint à la gestion décide de ne pas accepter l'avis du comité d'examen, il motive sa décision par écrit.	
Mise en concurrence	Appel à la concurrence	Modification formelle de la version française
Règle 105.14	Règle 105.14	Pas de modification
Dans le respect des principes énoncés à l'article 5.12 du Règlement financier et sous réserve de la règle 105.16, les marchés sont passés sur la base d'une mise en concurrence effective; la procédure menée à cette fin comprend, selon le cas, les activités suivantes :	Dans le respect des principes énoncés à l'article 5.12 du Règlement financier et sous réserve de la règle 105.16, les marchés sont passés sur la base d'une mise en concurrence effective et, à cette fin, le processus d'appel à la concurrence comporte, le cas échéant, les activités suivantes :	Modification ayant pour objet d'introduire la notion d'appel à la concurrence par voie électronique. Modification formelle de la version française
a) Planification des achats en vue de l'élaboration d'une stratégie générale et de méthodes de passation des marchés;	a) Planification des achats en vue de l'élaboration d'une stratégie générale et de méthodes applicables à la passation des marchés;	
b) Réalisation d'études de marché dans le but de recenser les fournisseurs potentiels;	b) Réalisation d'études de marché dans le but de recenser les fournisseurs potentiels;	
c) Prise en compte des usages commerciaux prudents;	c) Prise en compte des usages commerciaux prudents;	
d) Procédures formelles d'appel à la concurrence : appel d'offres ou invitation à soumissionner avec publicité préalable ou sollicitation directe de fournisseurs invités; ou procédures informelles d'appel à la concurrence telles que demandes de devis. Le Secrétaire général adjoint à la gestion publie des instructions administratives quant aux types de marchés et aux montants auxquels ces procédures s'appliquent. L'appel à la concurrence formel ou informel peut se faire par voie électronique, à condition que le Secrétaire général adjoint se soit assuré que l'authenticité et le caractère confidentiel des informations communiquées électroniquement peuvent être garantis;	d) Procédures formelles d'appel à la concurrence : appel d'offres ou invitation à soumissionner avec publicité préalable ou sollicitation directe de fournisseurs invités; ou procédures informelles d'appel à la concurrence telles que demandes de prix. Le Secrétaire général adjoint à la gestion publie des instructions administratives quant aux types de marchés et montants auxquels ces procédures s'appliquent;	
e) Ouverture publique des plis; lorsque les soumissions sont présentées par voie électronique, l'ouverture virtuelle est considérée comme publique.	e) Ouverture des plis renfermant les soumissions.	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Procédures formelles d'appel à la concurrence	Procédures formelles d'appel à la concurrence	Pas de modification
Règle 105.15	Règle 105.15	Pas de modification
<p>a) Lorsqu'un appel d'offres formel a été lancé, le marché est passé avec le soumissionnaire qualifié dont l'offre satisfait pour l'essentiel aux conditions énoncées dans le cahier des charges et est jugée la moins coûteuse pour l'Organisation.</p> <p>b) Lorsqu'une invitation à soumissionner formelle a été lancée, le marché est passé avec le soumissionnaire qualifié dont la soumission, tout bien considéré, satisfait le mieux aux conditions énoncées dans le cahier des charges.</p> <p>c) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, dans l'intérêt de l'Organisation, rejeter les offres ou soumissions pour une opération d'achat donnée, en motivant sa décision par écrit. Il décide alors s'il y a lieu de procéder à un nouvel appel à la concurrence ou s'il convient de négocier directement un marché de gré à gré en application de la règle 105.16, ou bien d'annuler ou de suspendre l'opération d'achat.</p>	<p>a) Lorsqu'un appel d'offres formel a été lancé, le marché est passé avec le soumissionnaire qualifié dont l'offre satisfait pour l'essentiel aux conditions énoncées dans le cahier des charges et est jugée la moins coûteuse pour l'Organisation.</p> <p>b) Lorsqu'une invitation à soumissionner formelle a été lancée, le marché est passé avec le soumissionnaire qualifié dont la soumission, tout bien considéré, satisfait le mieux aux conditions énoncées dans le cahier des charges.</p> <p>c) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, dans l'intérêt de l'Organisation, rejeter les offres ou soumissions pour une opération d'achat donnée, en motivant sa décision par écrit. Il décide alors s'il y a lieu de procéder à un nouvel appel à la concurrence ou s'il convient de négocier directement un marché de gré à gré en application de la règle 105.16, ou bien d'annuler ou de suspendre l'opération d'achat.</p>	Pas de modification
Dérogations aux procédures formelles d'appel à la concurrence	Dérogations aux procédures formelles d'appel à la concurrence	Pas de modification
Règle 105.16	Règle 105.16	Pas de modification
<p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut décider que, pour une opération d'achat donnée, l'application des procédures formelles d'appel à la concurrence n'est pas dans l'intérêt de l'Organisation lorsque :</p> <p>i) Il n'existe pas de sources d'approvisionnement concurrentielles pour les biens ou services requis, par exemple lorsqu'il existe un monopole, lorsque les prix sont fixés par une loi nationale ou une réglementation gouvernementale ou lorsqu'il s'agit d'un produit ou d'un service breveté;</p>	<p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut décider que, pour une opération d'achat donnée, l'application des procédures formelles d'appel à la concurrence n'est pas dans l'intérêt de l'Organisation lorsque :</p> <p>i) Il n'existe pas de sources d'approvisionnement concurrentielles pour les biens ou services requis, par exemple lorsqu'il existe un monopole, lorsque les prix sont fixés par une loi nationale ou une réglementation gouvernementale ou lorsqu'il s'agit d'un produit ou d'un service breveté;</p>	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>ii) Une décision a déjà été prise ou les biens ou services requis doivent être normalisés;</p> <p>iii) Le marché à passer s'inscrit dans le cadre de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en application de la règle 105.17;</p> <p>iv) Des offres de biens ou services identiques ont été obtenues peu avant par mise en concurrence et les prix proposés et les conditions offertes demeurent compétitifs;</p> <p>v) La procédure formelle d'appel à la concurrence n'a pas donné de résultats satisfaisants dans un délai raisonnable;</p> <p>vi) Le marché à passer porte sur l'achat ou la location de biens immobiliers, et l'état du marché ne permet pas de mise en concurrence effective;</p> <p>vii) Les biens ou services requis sont nécessaires d'urgence;</p> <p>viii) Le marché à passer porte sur des services qui ne peuvent être évalués objectivement;</p> <p>ix) Le Secrétaire général adjoint à la gestion décide pour d'autres raisons qu'une procédure formelle d'appel à la concurrence ne donnera pas de résultats satisfaisants;</p> <p>x) Le marché représente un montant inférieur au seuil fixé pour les procédures formelles d'appel à la concurrence.</p> <p>b) Lorsque le Secrétaire général adjoint à la gestion prend une décision en application de l'alinéa a) ci-dessus, il motive sa décision par écrit et peut ensuite passer un marché soit en suivant une procédure informelle d'appel à la concurrence, soit en négociant directement un contrat de gré à gré avec un fournisseur qualifié dont l'offre répond pour l'essentiel aux besoins pour un prix acceptable.</p>	<p>ii) Une décision a déjà été prise ou les biens ou services requis doivent être normalisés;</p> <p>iii) Le marché à passer s'inscrit dans le cadre de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en application de la règle 105.17;</p> <p>iv) Des offres pour des biens ou services identiques ont été obtenues en faisant appel à la concurrence dans un délai raisonnable et les prix proposés et les conditions offertes demeurent compétitifs;</p> <p>v) La procédure formelle d'appel à la concurrence n'a pas donné de résultats satisfaisants dans un délai raisonnable;</p> <p>vi) Le marché à passer porte sur l'achat ou la location de biens immobiliers, et l'état du marché ne permet pas une mise en concurrence effective;</p> <p>vii) Les biens ou services requis sont nécessaires d'urgence;</p> <p>viii) Le marché à passer porte sur des services qui ne peuvent être évalués objectivement;</p> <p>ix) Le Secrétaire général adjoint à la gestion décide pour d'autres raisons qu'une procédure formelle d'appel à la concurrence ne donnera pas de résultats satisfaisants;</p> <p>x) Le marché représente un montant inférieur à celui qui est fixé pour les procédures formelles d'appel à la concurrence.</p> <p>b) Lorsque le Secrétaire général adjoint à la gestion prend une décision en application de l'alinéa a) ci-dessus, il motive sa décision par écrit et peut ensuite passer un marché soit en suivant une procédure informelle d'appel à la concurrence, soit en négociant directement un contrat de gré à gré avec un fournisseur qualifié dont l'offre répond pour l'essentiel aux besoins pour un prix acceptable.</p>	<p>Pas de modification</p>

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Coopération	Coopération	Pas de modification
Règle 105.17	Règle 105.17	Pas de modification
<p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut coopérer avec d'autres organismes pour satisfaire les besoins de l'Organisation des Nations Unies en matière d'achats, à condition que les règlements et règles de ces organismes soient compatibles avec ceux de l'Organisation. Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, le cas échéant, conclure des accords à cette fin. Cette coopération peut comprendre des opérations communes d'achat, la passation par l'Organisation d'un marché sur la base d'une décision d'achat prise par un autre organisme des Nations Unies ou la passation de marchés par un organisme des Nations Unies pour le compte de l'Organisation à la demande de celle-ci.</p> <p>b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, dans la mesure où l'Assemblée générale l'y autorise, coopérer avec un gouvernement, une organisation non gouvernementale ou une autre organisation internationale publique en ce qui concerne la passation de marchés et, le cas échéant, conclure des accords à cette fin.</p>	<p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut coopérer avec d'autres organismes pour satisfaire les besoins de l'Organisation des Nations Unies en matière d'achats, à condition que les règlements et règles de ces organismes soient compatibles avec ceux de l'Organisation. Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, le cas échéant, conclure des accords à cette fin. Cette coopération peut comprendre des opérations communes d'achat, la passation par l'Organisation d'un marché sur la base d'une décision d'achat prise par un autre organisme des Nations Unies ou la passation de marchés par un organisme des Nations Unies pour le compte de l'Organisation à la demande de celle-ci.</p> <p>b) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, dans la mesure où l'Assemblée générale l'y autorise, coopérer avec un gouvernement, une organisation non gouvernementale ou une autre organisation internationale publique en ce qui concerne la passation de marchés et, le cas échéant, conclure des accords à cette fin.</p>	Pas de modification
Contrats écrits	Contrats écrits	Pas de modification
Règle 105.18	Règle 105.18	Pas de modification
<p>a) Doivent faire l'objet d'un contrat écrit tous les marchés d'un montant supérieur aux seuils fixés par le Secrétaire général adjoint à la gestion. Le cas échéant, ces contrats mentionnent en détail :</p> <p>i) La nature des produits ou services fournis;</p> <p>ii) Les quantités fournies;</p> <p>iii) Le montant du marché ou le prix unitaire;</p> <p>iv) La période couverte par le marché;</p>	<p>a) Doivent faire l'objet d'un contrat écrit tous les marchés d'un montant supérieur aux seuils fixés par le Secrétaire général adjoint à la gestion. Le cas échéant, ces contrats mentionnent en détail :</p> <p>i) La nature des produits ou services fournis;</p> <p>ii) Les quantités fournies;</p> <p>iii) Le montant du marché ou le prix unitaire;</p> <p>iv) La période couverte par le marché;</p>	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>v) Les conditions d'exécution, y compris les conditions générales des contrats de l'Organisation et les conséquences de la non-livraison;</p> <p>vi) Les conditions de livraison et de paiement;</p> <p>vii) Le nom et l'adresse du fournisseur.</p> <p>b) L'obligation d'établir un contrat écrit ne sera pas interprétée comme limitant l'emploi de moyens électroniques d'échange de données. Avant de recourir à de tels moyens, le Secrétaire général adjoint à la gestion s'assure qu'ils garantissent l'authentification et le caractère confidentiel de l'information communiquée.</p>	<p>v) Les conditions d'exécution, y compris les conditions générales des contrats de l'Organisation et les conséquences de la non-livraison;</p> <p>vi) Les conditions de livraison et de paiement;</p> <p>vii) Le nom et l'adresse du fournisseur.</p> <p>b) L'obligation d'établir un contrat écrit ne sera pas interprétée comme limitant l'emploi de moyens électroniques d'échange de données. Avant de recourir à de tels moyens, le Secrétaire général adjoint à la gestion s'assure qu'ils garantissent l'authentification et le caractère confidentiel de l'information.</p>	<p>Pas de modification</p>
Paielements anticipés ou proportionnels	Paielements anticipés ou proportionnels	Pas de modification
Règle 105.19	Règle 105.19	Pas de modification
<p>a) Sauf si les usages commerciaux ou l'intérêt de l'Organisation l'exigent, il n'est passé au nom de celle-ci aucun contrat ni autre engagement stipulant le paiement d'un ou plusieurs acomptes avant la livraison de marchandises ou la prestation de services contractuels. Lorsqu'il est convenu d'un paiement anticipé, les motifs doivent en être consignés.</p> <p>b) Outre l'alinéa a) ci-dessus, et nonobstant la règle 105.2, le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, si nécessaire, autoriser le paiement d'acomptes.</p>	<p>a) Sauf si les usages commerciaux ou l'intérêt de l'Organisation l'exigent, il n'est passé au nom de celle-ci aucun contrat ni autre engagement stipulant le paiement d'un ou plusieurs acomptes avant la livraison de marchandises ou la prestation de services contractuels. Lorsqu'il est convenu d'un paiement anticipé, les motifs doivent en être consignés.</p> <p>b) Outre l'alinéa a) ci-dessus, et nonobstant la règle 105.2, le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, si nécessaire, autoriser le paiement d'acomptes.</p>	
D. Gestion des biens	D. Gestion des biens	Pas de modification
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Règle 105.20	Règle 105.20	Pas de modification
<p>Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable de la gestion des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels de l'Organisation, notamment de tous les systèmes régissant la réception, l'évaluation, l'enregistrement, l'utilisation, la conservation,</p>	<p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable de la gestion des biens de l'Organisation, notamment de tous les systèmes régissant la réception, l'enregistrement, l'utilisation, la conservation, l'entretien et la disposition des biens, y compris leur vente, et il</p>	<p>Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS; l'alinéa b) a été supprimé, car les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels doivent figurer dans les états financiers.</p>

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
l'entretien, la cession et la liquidation des biens, y compris par voie de vente, et il désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions de gestion des biens.	désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions de gestion des biens. b) Un état récapitulatif des biens durables de l'Organisation est fourni au Comité des commissaires aux comptes trois mois au plus tard après la fin de l'exercice.	
Règle 105.21 Des inventaires physiques sont réalisés et des registres des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels de l'Organisation sont tenus conformément aux politiques établies par le Secrétaire général adjoint à la gestion.		Nouvelle règle portant sur l'inventaire physique
Organes chargés de contrôler la gestion des biens	Comités de contrôle du matériel	« Comités de contrôle du matériel » a été remplacé par « organes de contrôle de la gestion des biens ».
Règle 105.22 a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion crée, pour le Siège et d'autres lieux, des organes de contrôle de la gestion des biens (« organes de contrôle ») qui lui donnent par écrit des avis sur les pertes, dommages, dépréciations ou autres écarts constatés en ce qui concerne les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels de l'Organisation. Il définit la composition et le mandat de ces organes de contrôle, y compris les procédures à suivre pour déterminer la cause des pertes, dommages, dépréciations ou autres écarts, le type de liquidation à opérer conformément aux règles 105.23 et 105.24 et la mesure dans laquelle un fonctionnaire de l'Organisation ou une autre personne peut être tenu responsable de ces pertes, dommages ou autres écarts. b) Lorsque l'avis d'un organe de contrôle est requis, aucune décision définitive ne peut être prise au sujet des pertes, dommages, dépréciations ou autres écarts concernant les biens de l'Organisation tant que cet avis n'a pas été reçu. Si le Secrétaire général adjoint à la gestion décide de ne pas accepter l'avis de cet organe, il motive sa décision par écrit.	Règle 105.21 a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion crée, pour le Siège et d'autres lieux, des comités de contrôle du matériel chargés de lui donner par écrit des avis sur les pertes, dommages ou autres anomalies constatés en ce qui concerne les biens de l'Organisation. Il définit la composition et le mandat de ces comités, y compris les procédures à suivre pour déterminer la cause des pertes, dommages ou autres anomalies, les actes de disposition conformément aux règles 105.22 et 105.23 et la mesure dans laquelle un fonctionnaire de l'Organisation ou une autre personne peut être tenu responsable de ces pertes, dommages ou autres anomalies. b) Lorsque l'avis d'un comité de contrôle du matériel est requis, aucune décision définitive en ce qui concerne les pertes, dommages ou autres anomalies ne peut être prise tant que cet avis n'a pas été reçu. Si le Secrétaire général adjoint à la gestion décide de ne pas accepter l'avis de ce comité, il doit motiver sa décision par écrit.	Modification apportée à la numérotation Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS. Le terme « dépréciation » a également été ajouté. Les normes IPSAS imposent un certain nombre d'obligations concernant le contrôle des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels, c'est pourquoi « comité de contrôle du matériel » a été remplacé par le terme générique « organe de contrôle » au cas où certaines des nouvelles fonctions ne pourraient pas être exercées par les comités de contrôle du matériel. Modifications formelles de la version française

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Vente et autres modalités de liquidation de biens	Vente et autres modalités de disposition de biens	Modification formelle de la version française
Règle 105.23	Règle 105.22	Modification apportée à la numérotation
<p>Les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels de l'Organisation qui sont déclarés excédentaires ou inutilisables sont éliminés, transférés ou vendus à la suite d'un appel à la concurrence, à moins que l'organe de contrôle :</p> <p>a) Estime que le prix de vente est inférieur au montant qui sera fixé par le Secrétaire général adjoint à la gestion;</p> <p>b) Considère que la remise de biens en règlement partiel ou intégral de matériel ou de fournitures de remplacement est dans l'intérêt de l'Organisation;</p> <p>c) Juge approprié de transférer les biens excédentaires d'un projet à un autre ou d'une opération à une autre et détermine la juste valeur marchande aux fins du transfert;</p> <p>d) Décide que la destruction du matériel excédentaire ou inutilisable est plus économique ou exigée par la loi ou la nature des biens;</p> <p>e) Estime qu'il est préférable dans l'intérêt de l'Organisation de donner les biens ou de les céder à un prix symbolique à une autre organisation intergouvernementale, à un gouvernement, à un organisme public ou à une autre organisation à but non lucratif.</p>	<p>Les ventes de fournitures, matériels et autres biens déclarés excédentaires ou inutilisables se font par appel à la concurrence sauf si le comité de contrôle des biens compétent :</p> <p>a) Estime que le prix de vente est inférieur au montant qui sera fixé par le Secrétaire général adjoint à la gestion;</p> <p>b) Considère que la remise de biens en règlement partiel ou intégral de matériel ou de fournitures de remplacement est dans l'intérêt de l'Organisation;</p> <p>c) Juge approprié de transférer les biens excédentaires d'un projet à un autre ou d'une opération à une autre et détermine la juste valeur marchande aux fins du transfert;</p> <p>d) Décide que la destruction du matériel excédentaire ou inutilisable est plus économique ou exigée par la loi ou la nature des biens;</p> <p>e) Estime qu'il est préférable dans l'intérêt de l'Organisation de donner les biens ou de les céder à un prix symbolique à une autre organisation intergouvernementale, à un gouvernement, à un organisme public ou à une autre organisation à but non lucratif.</p>	<p>Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS</p>
Règle 105.24	Règle 105.23	Modification apportée à la numérotation
<p>Sous réserve des dispositions de la règle 105.23, la vente d'immobilisations corporelles, de stocks et d'actifs incorporels se fait aux conditions du marché.</p>	<p>Sous réserve des dispositions de la règle 105.22, les ventes de biens sont faites au comptant et sont réglables à la livraison ou avant celle-ci.</p>	<p>Comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS</p>

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Article VI. Comptabilité	Article VI. Comptabilité	Pas de modification
	Comptes principaux	
	Règle 106.1	
	Conformément aux articles 6.1 et 6.2 du Règlement financier, les comptes principaux de l'Organisation contiennent des états détaillés, exhaustifs et à jour de l'actif et du passif pour toutes les sources de fonds. Les comptes principaux comprennent :	L'article sur les comptes principaux ayant été supprimé et remplacé par le projet d'article 6.1, relatif à la présentation des états financiers conformément aux normes IPSAS, cette règle a également été supprimée.
	a) Les comptes relatifs au budget-programme, qui indiquent :	
	i) Les crédits initialement ouverts;	
	ii) Les crédits ouverts tels qu'ils ont été modifiés par des virements;	
	iii) Les fonds autres que les crédits ouverts par l'Assemblée générale;	
	iv) Les dépenses, y compris les paiements et autres décaissements et les engagements de dépenses non réglés;	
	v) Les soldes disponibles des allocations et des crédits ouverts;	
	b) Les comptes spéciaux d'opérations de maintien de la paix;	
	c) Les comptes du grand livre général indiquant tous les fonds disponibles en banque, les placements, les créances et autres éléments d'actif, et les dettes et autres éléments de passif;	
	d) Le Fonds de roulement et ses fonds subsidiaires et tous les fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux.	
États financiers	États financiers	Pas de modification
Règle 106.1	Règle 106.10	Modification apportée à la numérotation

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
<p>a) Pour tous les comptes de l'Organisation, à l'exception des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, les états financiers annuels, arrêtés au 31 décembre, sont soumis au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Des exemplaires des états financiers sont également communiqués au Comité consultatif.</p> <p>b) Dans le cas des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, les états financiers annuels, arrêtés au 30 juin, sont soumis au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 30 septembre de la même année.</p> <p>c) Conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, les états financiers présentés au Comité des commissaires aux comptes comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Un état des résultats financiers; ii) Un état de la situation financière; iii) Un état des variations de l'actif net ou de la situation nette; iv) Un tableau des flux de trésorerie; v) Un état comparant les chiffres réels et les chiffres prévus dans le budget; et vi) Des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives. 	<p>a) Pour tous les comptes de l'Organisation, à l'exception des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, des états financiers intermédiaires portant sur la première année de l'exercice biennal, arrêtés au 31 décembre, sont soumis au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Pour ces mêmes comptes, les états financiers définitifs portant sur les deux années de l'exercice biennal, également arrêtés au 31 décembre, sont soumis au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice. Une copie des états financiers est également communiquée au Comité consultatif. Des états financiers supplémentaires peuvent être établis lorsque le Secrétaire général adjoint à la gestion le juge nécessaire.</p> <p>b) Dans le cas des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix, des états financiers portant sur l'exercice annuel clos le 30 juin sont soumis au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 30 septembre suivant.</p> <p>c) Pour tous les comptes, les états financiers soumis au Comité des commissaires aux comptes comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Un état des recettes, des dépenses et de la variation des réserves et des soldes des fonds; ii) Un état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds; iii) Un état des flux de trésorerie; iv) Tous autres tableaux pouvant être requis; v) Les notes complémentaires relatives aux états financiers. 	<p>Présentation des états financiers conformément aux normes IPSAS. Modification formelle de la version française</p>
Pouvoirs et responsabilité	Pouvoirs et responsabilité	Pas de modification
Règle 106.2	Règle 106.2	Pas de modification

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable de la comptabilité et met en place les systèmes comptables.	Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable de la comptabilité. Il décide de tous les systèmes comptables de l'Organisation et désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les fonctions comptables.	Cette règle a été modifiée, car les fonctionnaires chargés des fonctions comptables ne sont plus désignés.
Comptabilité en droits constatés	Comptabilité en droits constatés	Pas de modification
Règle 106.3	Règle 106.3	Pas de modification
Sauf si les règles particulières régissant le fonctionnement d'un fonds d'affectation spéciale, d'un compte de réserve ou d'un compte spécial en disposent autrement, toutes les opérations financières sont enregistrées dans les comptes sur la base des droits constatés, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.	Sauf si le Secrétaire général adjoint à la gestion en décide autrement ou si les règles particulières régissant le fonctionnement d'un fonds d'affectation spéciale ou d'un compte spécial en disposent autrement, toutes les opérations financières sont enregistrées dans les comptes sur la base des droits constatés, conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.	Passage des normes UNSAS aux normes IPSAS
Monnaie de compte	Monnaie de compte	Pas de modification
Règle 106.4	Règle 106.4	Pas de modification
Au Siège, les comptes sont tenus en dollars des États-Unis. Les comptes des bureaux hors Siège peuvent être tenus dans la monnaie du pays où ces bureaux se trouvent à condition que tous les montants soient comptabilisés à la fois en monnaie locale et en dollars des États-Unis.	Au Siège, tous les comptes sont tenus en dollars des États-Unis. Les comptes des bureaux hors Siège peuvent être tenus dans la monnaie du pays où ces bureaux se trouvent à condition que tous les montants soient comptabilisés à la fois en monnaie locale et en dollars des États-Unis.	Modification formelle
Comptabilisation de l'effet des fluctuations monétaires	Comptabilisation des gains et pertes de change	Modification formelle de la version française.
Règle 106.5	Règle 106.5	Pas de modification
a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion fixe les taux de change opérationnels entre le dollar des États-Unis et les autres monnaies. Les taux de change opérationnels sont utilisés pour comptabiliser toutes les opérations de l'Organisation.	a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion fixe les taux de change opérationnels entre le dollar des États-Unis et les autres monnaies. Les taux de change opérationnels sont utilisés pour comptabiliser toutes les opérations de l'Organisation.	« Date du paiement » a été remplacé par « date de l'opération », les normes IPSAS prévoyant l'utilisation du cours en vigueur à la date de l'opération. Modification formelle de la version française
b) Les encaissements et les décaissements effectués dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont comptabilisés sur la base du taux de change opérationnel en vigueur à la date de	b) Les paiements dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont déterminés sur la base des taux de change opérationnels en vigueur à la date du paiement. Toute différence entre le montant	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
l'opération. Tout écart entre le montant effectif issu de l'opération de change et celui qu'aurait donné la conversion au taux de change opérationnel est comptabilisé comme perte ou gain de change.	effectivement reçu lors du change et celui qu'aurait permis d'obtenir une conversion au taux de change opérationnel est passée en écriture comme perte ou gain de change.	
c) Lors de la clôture définitive des comptes de l'année financière, le solde du compte « pertes ou gains de change » est porté à la rubrique Charges diverses s'il s'agit d'une perte et à la rubrique Produits divers ou accessoires s'il s'agit d'un gain.	c) Lors de la clôture définitive des comptes de l'exercice, le solde du compte « pertes ou gains de change » est porté au débit du compte budgétaire concerné s'il est négatif et au crédit du compte des recettes accessoires s'il est positif.	
Comptabilisation du produit de la vente d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'actifs incorporels	Comptabilisation du produit de la vente de biens	Comptabilisation des immobilisations corporelles des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS.
Règle 106.6	Règle 106.6	Pas de modification
a) Aux fins de la comptabilité, tout gain sur la vente d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'actifs incorporels est porté à la rubrique Produits divers ou accessoires et toute perte est portée à la rubrique Charges diverses.	Le produit de la vente de biens est porté au crédit du compte des recettes accessoires sauf :	Cette règle a été reformulée pour prendre en compte les principes comptables et budgétaires concernant le produit de la vente de biens. Selon la règle en vigueur actuellement, le produit de la vente de biens est porté au crédit du compte des recettes accessoires. Il devra en être autrement après le passage aux normes IPSAS, celles-ci prévoyant que les biens apparaissent dans le corps des états financiers et ne sont plus passés en charge à la valeur d'achat comme le voulaient les Normes comptables du système des Nations Unies.
b) Aux fins du budget, le produit sur la vente d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'actifs incorporels peut venir en déduction du coût de remplacement.	a) Lorsque le Comité de contrôle du matériel a recommandé d'utiliser directement le produit de la vente pour régler l'achat de matériel ou de fournitures de remplacement (tout solde est comptabilisé comme recette accessoire); b) Lorsque la reprise de matériel usagé n'est pas considérée comme une vente et que la remise consentie vient en déduction du prix d'achat du matériel de remplacement; c) Lorsque la pratique normale consiste à se procurer et à utiliser du matériel ou de l'équipement à l'occasion d'un marché et à récupérer et à vendre ledit matériel ou équipement ultérieurement; d) Lorsque le produit de la vente de matériel excédentaire est porté au crédit du compte du projet pertinent, s'il n'a pas été clos; e) Lorsque du matériel initialement affecté à un projet est utilisé pour un autre projet et que le compte du projet initial n'a pas été clos, auquel cas la valeur marchande du matériel est portée au crédit du compte du projet initial et au débit du compte du projet auquel le matériel est ensuite affecté;	

<i>Nouvelles règles de gestion financière</i>	<i>Règles de gestion financière actuelles</i>	<i>Explication</i>
	<p>f) Lorsqu'il convient d'appliquer les modalités autres régissant la disposition des actifs des opérations de maintien de la paix énoncées à l'article 5.14.</p> <p>Comptabilisation d'engagements afférents à des exercices ultérieurs</p> <p>Règle 106.7</p> <p>Les engagements contractés avant l'exercice auquel ils se rapportent en application de l'article 5.7 du Règlement financier et de la règle 105.2 sont inscrits sur un compte de charges comptabilisées d'avance. Les charges comptabilisées d'avance sont virées sur le compte approprié lorsque les crédits et fonds nécessaires deviennent disponibles.</p>	
<p>Comptabilisation en pertes d'éléments d'actif, dont les disponibilités, les créances, les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels</p> <p>Règle 106.7</p> <p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, après enquête, autoriser l'inscription en pertes du montant des pertes enregistrées sur des éléments d'actif, y compris les disponibilités, les créances, les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels. Un état récapitulatif des pertes est soumis au Comité des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant la fin de l'année financière.</p> <p>b) Dans chaque cas, l'enquête a pour objet de déterminer si la responsabilité d'un fonctionnaire de l'Organisation est engagée. Dans l'affirmative, l'intéressé peut être astreint à rembourser à l'Organisation le montant de la perte, en totalité ou en partie. La décision finale sur toute somme à réclamer à des fonctionnaires ou à d'autres personnes au titre des pertes est prise par le Secrétaire général adjoint à la gestion.</p>	<p>Passation d'éléments d'actif par profits et pertes</p> <p>Règle 106.8</p> <p>a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, après enquête approfondie, autoriser à passer par profits et pertes le montant des pertes de numéraire et la valeur comptable des créances et effets à recevoir qu'il estime irrécouvrables. Un état récapitulatif des pertes de numéraire et de créances est communiqué au Comité des commissaires aux comptes trois mois au plus tard après la fin de l'exercice.</p> <p>b) Dans chaque cas, l'enquête a pour objet de déterminer s'il y a lieu de considérer un fonctionnaire de l'Organisation comme responsable de la perte. Dans l'affirmative, l'intéressé peut être astreint à rembourser à l'Organisation le montant de la perte, en totalité ou en partie. La décision finale sur toute somme à réclamer à des fonctionnaires ou à d'autres personnes au titre des pertes est prise par le Secrétaire général adjoint à la gestion.</p>	<p>Cette règle a été supprimée car elle ne s'appliquera plus après le passage aux normes IPSAS.</p> <p>Comptabilisation des immobilisations corporelles des stocks et des actifs incorporels conformément aux normes IPSAS</p> <p>Modification apportée à la numérotation</p> <p>Regroupement des règles 106.8 et 106.9; modification dont l'objet est d'ajouter les immobilisations corporelles, les stocks et les actifs incorporels</p>

Règle 106.9

a) Le Secrétaire général adjoint à la gestion peut, après enquête approfondie, autoriser à passer par profits et pertes le montant des pertes de biens appartenant à l'Organisation et à procéder à un ajustement comptable pour faire concorder l'inventaire comptable avec les existants. Un état récapitulatif des pertes de biens durables est communiqué au Comité des commissaires aux comptes trois mois au plus tard après la fin de l'exercice.

Cette règle a été regroupée avec la règle 106.8 (voir projet de règle 106.7).

b) Dans chaque cas, l'enquête a pour objet de déterminer s'il y a lieu de considérer un fonctionnaire de l'Organisation comme responsable de la perte. Dans l'affirmative, l'intéressé peut être astreint à rembourser à l'Organisation le montant de la perte, en totalité ou en partie. La décision finale sur toute somme à réclamer à des fonctionnaires ou à d'autres personnes au titre des pertes est prise par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

Archives**Archives**

Pas de modification

Règle 106.8

Les documents comptables et les autres documents relatifs aux opérations financières, ainsi que toutes les pièces justificatives, sont conservés pendant la période fixée par les politiques applicables; ils peuvent ensuite être détruits sur décision du Secrétaire général adjoint à la gestion.

Règle 106.11

Les documents comptables et les autres documents relatifs aux opérations financières et aux biens ainsi que toutes les pièces justificatives sont conservés pendant la période convenue avec le Comité des commissaires aux comptes; ils peuvent ensuite être détruits sur décision du Secrétaire général adjoint à la gestion.

Modification apportée à la numérotation

Modification dont l'objet est de rendre compte du fait qu'il existe désormais des politiques et directives en matière d'archivage des documents relatifs aux opérations financières